

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2017/202343]

Extrait de l'arrêt n° 48/2017 du 27 avril 2017

Numéros du rôle : 6372 et 6373

En cause : les recours en annulation de la loi du 23 août 2015 « insérant dans le Code judiciaire un article 1412quinquies régissant la saisie de biens appartenant à une puissance étrangère ou à une organisation supranationale ou internationale de droit public », introduits par la société de droit des Îles Caïmans « NML Capital Ltd » et par la société de droit de l'Île de Man « Yukos Universal Limited ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschaut, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours et procédure*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 1^{er} mars 2016 et parvenues au greffe les 2 et 3 mars 2016, des recours en annulation de la loi du 23 août 2015 « insérant dans le Code judiciaire un article 1412quinquies régissant la saisie de biens appartenant à une puissance étrangère ou à une organisation supranationale ou internationale de droit public » (publiée au *Moniteur belge* du 3 septembre 2015) ont été introduits respectivement par la société de droit des Îles Caïmans « NML Capital Ltd », assistée et représentée par Me F. Mourlon Beernaert et Me P. Gennari Curlo, avocats au barreau de Bruxelles, et par la société de droit de l'Île de Man « Yukos Universal Limited », assistée et représentée par Me H. Boularbah, Me N. Angelet et Me F. Judo, avocats au barreau de Bruxelles.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 6372 et 6373 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant aux dispositions attaquées

B.1. Les deux recours en annulation visent la loi du 23 août 2015 « insérant dans le Code judiciaire un article 1412quinquies régissant la saisie de biens appartenant à une puissance étrangère ou à une organisation supranationale ou internationale de droit public » (ci-après la loi du 23 août 2015), qui ne comprend que deux articles et dont l'article 2 dispose :

« Dans la cinquième partie, titre premier, chapitre V, du Code judiciaire, il est inséré un article 1412quinquies, rédigé comme suit :

' Art. 1412quinquies. § 1^{er}. Sous réserve de l'application des dispositions impératives supranationales et internationales, les biens appartenant à une puissance étrangère qui se trouvent sur le territoire du Royaume, y compris les comptes bancaires qui y sont détenus ou gérés par cette puissance étrangère, notamment dans l'exercice des fonctions de la mission diplomatique de la puissance étrangère ou de ses postes consulaires, de ses missions spéciales, de ses missions auprès des organisations internationales, ou de ses délégations dans les organes des organisations internationales ou aux conférences internationales, sont insaisissables.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le créancier muni d'un titre exécutoire ou d'un titre authentique ou privé qui, selon le cas, fonde la saisie, peut introduire une requête auprès du juge des saisies afin de demander l'autorisation de saisir les avoirs d'une puissance étrangère visés au paragraphe 1^{er} à condition qu'il démontre qu'une des conditions suivantes est remplie :

1° si la puissance étrangère a expressément et spécifiquement consenti à la saisissabilité de ce bien;

2° si la puissance étrangère a réservé ou affecté ces biens à la satisfaction de la demande qui fait l'objet du titre exécutoire ou du titre authentique ou privé qui, selon le cas, fonde la saisie;

3° s'il a été établi que ces biens sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par la puissance étrangère autrement qu'à des fins de service public non commerciales et sont situés sur le territoire du Royaume, à condition que la saisie ne porte que sur des biens qui ont un lien avec l'entité visée par le titre exécutoire ou le titre authentique ou privé qui, selon le cas, fonde la saisie.

§ 3. L'immunité visée au paragraphe 1^{er} et les exceptions à cette immunité visées au paragraphe 2 s'appliquent également aux biens visés dans ces paragraphes s'ils n'appartiennent pas à la puissance étrangère même, mais bien à une entité fédérée de cette puissance étrangère, même si cette entité ne dispose pas de la personnalité juridique internationale, à un démembrement de cette puissance étrangère au sens de l'article 1412ter, § 3, alinéa 2, ou à une collectivité territoriale décentralisée ou toute autre division politique de cette puissance étrangère.

L'immunité visée au paragraphe 1^{er} et les exceptions à cette immunité visées au paragraphe 2 s'appliquent également aux biens visés dans ces paragraphes s'ils n'appartiennent pas à une puissance étrangère, mais bien à une organisation supranationale ou internationale de droit public qui les utilise ou les destine à une utilisation à des fins analogues à des fins de service public non commerciales. ' ».

Quant à l'examen des moyens

B.2.1. La Cour examine les cinq moyens dans l'affaire n° 6372 et les quatre moyens dans l'affaire n° 6373 en les groupant de la façon suivante :

- les griefs concernant le principe de l'insaisissabilité des biens appartenant à une puissance étrangère et les exceptions à ce principe, en ce qu'ils créeraient, d'une part, une discrimination entre les créanciers d'une puissance étrangère et tous les autres créanciers (premier et troisième moyens dans l'affaire n° 6372 et deuxième moyen dans l'affaire n° 6373) et, d'autre part, une discrimination entre les créanciers d'une puissance étrangère et les créanciers d'une personne morale de droit public belge (premier moyen dans l'affaire n° 6373 et deuxième moyen dans l'affaire n° 6372);

- le grief concernant la compatibilité de la disposition attaquée avec les articles 10, 11 et 16 de la Constitution, combinés avec le règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (dit « règlement Bruxelles Ibis ») (premier moyen, troisième branche, dans l'affaire n° 6372);

- les griefs concernant le champ d'application *ratione personae* de l'article 1412quinquies (quatrième moyen dans l'affaire n° 6372 et quatrième moyen dans l'affaire n° 6373);

- le grief concernant la différence de traitement entre créanciers contractuels et créanciers extracontractuels (troisième moyen dans l'affaire n° 6373);

- le grief concernant l'absence de dispositions transitoires (cinquième moyen dans l'affaire n° 6372).

B.2.2. La Cour limite son examen aux parties des dispositions attaquées contre lesquelles des griefs sont effectivement dirigés.

Aucun grief ne concerne le paragraphe 3, alinéa 2, de l'article 1412quinquies attaqué, qui rend l'immunité de principe et ses exceptions applicables aux biens des organisations supranationales ou internationales de droit public.

Quant aux normes de référence

B.3. Les moyens sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés, d'une part, avec l'article 13 de la Constitution et avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et, d'autre part, avec l'article 16 de la Constitution et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme. Le premier moyen, troisième branche, dans l'affaire n° 6372 est, en outre, pris de la violation des articles 10, 11 et 16 de la Constitution, lus isolément ou en combinaison avec le « règlement Bruxelles Ibis ». Le cinquième moyen dans l'affaire n° 6372 est, en outre, pris de la violation du principe de sécurité juridique.

B.4.1. L'article 13 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne ».

B.4.2. L'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ».

B.4.3. Ces deux dispositions garantissent le droit d'accès à un juge compétent, qui doit être reconnu sans discrimination et qui comprend celui d'obtenir l'exécution du jugement ou de l'arrêt rendu. A cet égard, la Cour européenne des droits de l'homme juge de façon constante que le droit à l'exécution d'une décision de justice est un des aspects du droit à un tribunal (e.a., CEDH, 19 mars 1997, *Hornsby* c. Grèce, § 40; 9 avril 2015, *Tchokontio Happi* c. France, § 44).

B.5.1. L'article 16 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique, dans les cas et de la manière établis par la loi, et moyennant une juste et préalable indemnité ».

B.5.2. L'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne physique ou morale a droit au respect de ses biens. Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et dans les conditions prévues par la loi et les principes généraux du droit international.

Les dispositions précédentes ne portent pas atteinte au droit que possèdent les Etats de mettre en vigueur les lois qu'ils jugent nécessaires pour réglementer l'usage des biens conformément à l'intérêt général ou pour assurer le paiement des impôts ou d'autres contributions ou des amendes ».

B.5.3. La notion de « bien » au sens de cette disposition recouvre non seulement les biens actuels mais également les créances, pour autant qu'elles aient une base suffisante en droit interne, par exemple parce qu'elles sont confirmées par un jugement définitif (CEDH, 25 juin 2009, *Zouboulidis* c. Grèce, § 28; 3 octobre 2013, *Giavori* c. Grèce, §§ 39-40; 4 février 2014, *Staibano e.a.* c. Italie, §§ 40-41). Une créance à charge d'une puissance étrangère constatée par une décision judiciaire définitive peut constituer un bien en ce sens, de sorte que l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel lui est applicable.

B.5.4. L'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel ayant une portée analogue à celle de l'article 16 de la Constitution, les garanties qu'ils contiennent forment un ensemble indissociable, de sorte que la Cour en tient compte lors de son contrôle de la loi attaquée.

Quant à la recevabilité des moyens

B.6.1. A plusieurs reprises, le Conseil des ministres soulève l'irrecevabilité des moyens, parce que les parties requérantes n'exposeraient pas en quoi les normes de référence invoquées seraient violées ou parce que les catégories de personnes comparées ne seraient pas explicites.

B.6.2. Il ressort de la suffisance des arguments longuement échangés par les parties que le Conseil des ministres a saisi la portée des moyens et a pu y répondre de façon circonstanciée. Par ailleurs, lorsqu'une violation du principe d'égalité et de non-discrimination est alléguée en combinaison avec un autre droit fondamental, il suffit de préciser en quoi ce droit fondamental est violé. La catégorie de personnes pour lesquelles ce droit fondamental est violé doit être comparée à la catégorie de personnes envers lesquelles ce droit fondamental est garanti.

B.6.3. Les exceptions d'irrecevabilité des moyens sont rejetées.

Quant au principe de l'insaisissabilité des biens appartenant à une puissance étrangère et aux exceptions à ce principe

En ce qui concerne le principe de l'immunité d'exécution relative aux biens des puissances étrangères

B.7.1. La loi attaquée établit, par le premier paragraphe de l'article 1412quinquies qu'elle insère dans le Code judiciaire, le principe de l'insaisissabilité des biens appartenant à une puissance étrangère. Par le deuxième paragraphe de cette disposition, il est toutefois fait exception à ce principe lorsque certaines conditions sont réunies.

B.7.2. Les développements de la proposition qui est à l'origine de la loi attaquée indiquent qu'il y avait « régulièrement des incidents diplomatiques avec des Etats tiers parce qu'un huissier de justice belge saisit sur demande d'un créancier des biens appartenant à ces Etats » et qu'il s'agissait « souvent des comptes bancaires d'une ambassade d'un Etat tiers dans notre pays ». Il a dès lors été proposé d'établir une insaisissabilité principale et de prendre en compte « la ratification imminente par notre pays de la Convention des Nations Unies de 2004 sur l'immunité juridictionnelle des Etats et de leurs biens, qui imposerait une telle insaisissabilité principale », de sorte que le législateur a anticipé la ratification et l'entrée en vigueur de cette Convention (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1241/001, p. 3).

B.8.1. Par les premier à troisième moyens dans l'affaire n° 6372 et les premier et deuxième moyens dans l'affaire n° 6373, les parties requérantes font grief à l'article 1412^{quinquies} du Code judiciaire attaqué d'établir des différences de traitement injustifiées, en ce qui concerne le droit d'accès à un juge et le droit de propriété, entre les créanciers de puissances étrangères et tous les autres créanciers, en ce compris les créanciers de personnes morales de droit public belges. Elles soutiennent que seuls les premiers seraient confrontés à une insaisissabilité, qu'elles qualifient de quasi complète, des biens appartenant à leur débiteur, les autres créanciers, en ce compris les créanciers de personnes morales de droit public belges, ne devant pas se soumettre à une procédure préalable d'autorisation et à des conditions relatives à la nature des biens saisis similaires pour faire exécuter les décisions judiciaires établissant leurs créances.

B.8.2. Les différences de traitement dénoncées par les parties requérantes reposent sur le critère de la nature de la personne du débiteur puisque seuls les biens appartenant aux débiteurs qui sont des puissances étrangères, des entités fédérées de celles-ci, un de leurs démembrements, une de leurs collectivités territoriales décentralisées ou de leurs divisions politiques sont visés par la loi attaquée. Un tel critère est objectif.

B.8.3. Les saisies sur le territoire belge de biens appartenant à une puissance étrangère ainsi entendue sont susceptibles d'être à l'origine de détériorations des relations diplomatiques de la Belgique avec l'Etat étranger concerné ou d'aggravation de tensions entre la Belgique et cet Etat. Les saisies de biens appartenant soit à des personnes privées belges ou étrangères, soit à des personnes morales de droit public belges ne concernent pas les Etats étrangers avec lesquels la Belgique entretient des relations diplomatiques et ne peuvent donc avoir le même effet.

B.8.4. Par ailleurs, la situation des puissances étrangères diffère de celle des personnes morales de droit public belges en ce que l'Etat belge est tenu de respecter à leur égard le principe de l'égalité souveraine des Etats tel qu'il est exprimé, notamment, par l'article 2.1 de la Charte des Nations Unies. Il en découle notamment que le législateur belge ne pourrait imposer aux puissances étrangères, comme il le fait à l'égard des personnes morales de droit public belges par l'article 1412^{bis} du Code judiciaire, de dresser une liste de leurs biens pouvant être saisis.

B.8.5. Le critère de distinction, qui est lié à la situation particulière des puissances étrangères, est pertinent au regard de l'objectif de favoriser les bonnes relations de l'Etat belge avec les Etats étrangers et d'éviter les incidents diplomatiques.

B.9.1. La Cour doit encore examiner si les conditions auxquelles il peut, en vertu du paragraphe 2 de l'article 1412^{quinquies} attaqué, être fait exception au principe de l'immunité, à savoir, d'une part, l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable du juge des saisies et, d'autre part, la démonstration que l'un des cas, limitativement énumérés, dans lesquels les biens des puissances étrangères peuvent faire l'objet de saisies est rencontré, n'occasionnent pas une atteinte disproportionnée aux droits des créanciers.

B.9.2. Ni le droit d'accès à un juge, ni le droit au respect des biens ne sont absolus. Chacun de ces droits peut faire l'objet de limitations par le législateur, à condition que ces limitations tendent à la réalisation d'un but légitime et qu'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.10.1. Au sujet de la limitation du droit d'accès à un juge consistant en un refus opposé par un Etat à l'exécution forcée sur son territoire d'une décision de justice sur les biens d'un autre Etat, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé :

« Le droit d'accès aux tribunaux n'est toutefois pas absolu : il se prête à des limitations implicitement admises car il commande de par sa nature même une réglementation par l'Etat. Les Etats contractants jouissent en la matière d'une certaine marge d'appréciation. Il appartient pourtant à la Cour de statuer en dernier ressort sur le respect des exigences de la Convention; elle doit se convaincre que les limitations mises en œuvre ne restreignent pas l'accès offert à l'individu d'une manière ou à un point tels que le droit s'en trouve atteint dans sa substance même. En outre, pareilles limitations ne se concilient avec l'article 6 § 1 que si elles tendent à un but légitime et qu'il existe un rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

[...]

La Cour doit d'abord rechercher si la limitation poursuivait un but légitime. Elle note à cet égard que l'immunité des Etats souverains est un concept de droit international, issu du principe *par in parem non habet imperium*, en vertu duquel un Etat ne peut être soumis à la juridiction d'un autre Etat. La Cour estime que l'octroi de l'immunité souveraine à un Etat dans une procédure civile poursuit le but légitime d'observer le droit international afin de favoriser la courtoisie et les bonnes relations entre Etats.

La Cour doit déterminer ensuite si la restriction était proportionnée au but poursuivi. [...] La Convention doit s'interpréter de manière à se concilier avec les autres règles du droit international, dont elle fait partie intégrante, y compris celles relatives à l'octroi de l'immunité aux Etats.

On ne peut dès lors de façon générale considérer comme une restriction disproportionnée au droit d'accès à un tribunal tel que le consacre l'article 6 § 1 des mesures prises par une Haute Partie contractante qui reflètent des règles de droit international généralement reconnues en matière d'immunité des Etats. De même que le droit d'accès à un tribunal est inhérent à la garantie d'un procès équitable accordée par cet article, de même certaines restrictions à l'accès doivent être tenues pour lui être inhérentes; on en trouve un exemple dans les limitations généralement admises par la communauté des nations comme relevant de la doctrine de l'immunité des Etats.

[...] la Cour estime que si les tribunaux grecs ont condamné l'Etat allemand à payer des dommages-intérêts aux requérants, cela n'emporte pas nécessairement obligation pour l'Etat grec de garantir aux requérants le recouvrement de leur créance au travers d'une procédure d'exécution forcée sur le sol grec » (CEDH, décision sur la recevabilité du 12 décembre 2002, *Kalogeropoulou e.a. c. Grèce et Allemagne*; voy. également CEDH, grande chambre, 21 novembre 2001, *Al-Adsani c. Royaume-Uni*; 21 novembre 2001, *Fogarty c. Royaume-Uni*; 21 novembre 2001, *McElhinney c. Irlande*).

B.10.2. Par la même décision du 12 décembre 2002, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé, au sujet de la limitation du droit au respect des biens, que le but d'éviter des troubles dans les relations entre deux Etats est une « cause d'utilité publique » au sens de l'article 1^{er} du Premier Protocole à la Convention et que le refus opposé aux créanciers par un Etat de pratiquer une saisie immobilière de certains biens appartenant à un autre Etat sert une telle cause. Elle a considéré que les considérations retenues dans le cadre de l'examen du respect de l'article 6 de la Convention s'imposaient également dans le cadre de l'examen du grief tiré de la violation de l'article 1^{er} du Premier protocole.

B.11. En ce qu'elle participe de l'intention du législateur de préserver les bonnes relations diplomatiques de l'Etat belge avec les Etats étrangers et de diminuer les risques d'incidents diplomatiques, la loi attaquée poursuit un objectif légitime.

B.12.1. Le créancier d'une puissance étrangère peut obtenir l'autorisation du juge des saisies de saisir les avoirs que son débiteur possède sur le sol belge s'il peut démontrer, soit que la puissance étrangère a expressément et spécifiquement consenti à la saisissabilité du bien qu'il entend saisir, soit que la puissance étrangère a réservé ou affecté ces biens à la satisfaction de la demande qui fait l'objet du titre qui fonde la saisie, soit qu'il a été établi que les biens en question sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par la puissance étrangère autrement qu'à des fins de service public non commerciales, à condition que les biens aient un lien avec l'entité visée par le titre qui fonde la saisie.

B.12.2. Les griefs des parties requérantes portent d'abord sur l'énumération limitative des conditions auxquelles le juge peut autoriser la saisie, de sorte qu'il ne peut examiner la proportionnalité de l'insaisissabilité de principe par rapport à la situation respective des parties et, singulièrement, la question de savoir si le créancier dispose d'autres voies raisonnables pour protéger efficacement ses droits.

B.13.1. Il ressort des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme citées en B.10 que les limitations du droit d'accès au juge et du droit à la protection des biens découlant de l'immunité d'exécution reconnue à l'égard de biens appartenant à des Etats étrangers sont admises dès lors qu'elles reflètent les règles de droit international généralement reconnues en matière d'immunité des Etats.

B.13.2. L'article 19 de la Convention des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des Etats et de leurs biens, signée à New-York le 2 décembre 2004, dispose :

« Aucune mesure de contrainte postérieure au jugement, telle que saisie, saisie-arrêt ou saisie-exécution, ne peut être prise contre des biens d'un Etat en relation avec une procédure intentée devant un tribunal d'un autre Etat excepté si et dans la mesure où :

a) L'Etat a expressément consenti à l'application de telles mesures dans les termes indiqués :

i) Par un accord international;

ii) Par une convention d'arbitrage ou un contrat écrit; ou

iii) Par une déclaration devant le tribunal ou une communication écrite faite après la survenance du différend entre les parties; ou

b) L'Etat a réservé ou affecté des biens à la satisfaction de la demande qui fait l'objet de cette procédure; ou

c) Il a été établi que les biens sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par l'Etat autrement qu'à des fins de service public non commerciales et sont situés sur le territoire de l'Etat du for, à condition que les mesures de contrainte postérieures au jugement ne portent que sur des biens qui ont un lien avec l'entité contre laquelle la procédure a été intentée ».

B.13.3. Cette Convention n'est pas encore entrée en vigueur. En outre, la Belgique l'a signée le 22 avril 2005 mais ne l'a pas encore ratifiée. Néanmoins, les dispositions précitées peuvent être considérées comme indicatives de la coutume internationale actuelle en matière d'immunité d'exécution des Etats. Il ressort du reste des développements de la proposition de loi ayant donné lieu à la loi attaquée cités en B.7.2 que le législateur avait l'intention d'anticiper sur la ratification de cette Convention.

B.14.1. Il ressort des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme citées en B.10 que cette Cour n'exige pas, pour constater que l'article 6.1 de la Convention et l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à la Convention ne sont pas violés par le respect de l'immunité d'exécution reconnue aux biens des Etats étrangers, qu'il soit démontré que le créancier dispose d'autres voies raisonnables pour faire valoir ses droits. L'arrêt rendu par la Cour européenne le 18 février 1999 dans l'affaire *Waite et Kennedy c. Allemagne* et la décision de la même Cour du 5 mars 2013 dans l'affaire *Chapman c. Belgique*, cités par les parties requérantes, ne concernent pas l'immunité d'exécution des biens appartenant à des Etats, mais bien celle qui est relative aux biens appartenant à des organisations supranationales.

B.14.2. Par un arrêt du 3 février 2012, la Cour internationale de justice a jugé que l'inscription d'une hypothèque judiciaire sur une villa située en Italie et appartenant à l'Allemagne constitue une violation par l'Italie de son obligation, en vertu du droit international coutumier en vigueur, de respecter l'immunité due à l'Allemagne, sans avoir examiné la question de savoir si le créancier disposait en l'espèce d'une autre voie pour faire valoir ses droits (*Allemagne c. Italie, Grèce intervenant*, §§ 109-120).

B.14.3. Les parties requérantes citent encore trois arrêts par lesquels la Cour de cassation a jugé, le 21 décembre 2009, que « la question de la proportionnalité doit être appréciée en chaque cas à la lumière des circonstances particulières de l'espèce » et que « pour déterminer si l'atteinte portée aux droits fondamentaux est admissible au regard de l'article 6, § 1^{er}, il importe d'examiner, conformément à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, si la personne contre laquelle l'immunité d'exécution est invoquée dispose d'autres voies raisonnables pour protéger efficacement les droits que lui garantit la Convention » (Cass., 21 décembre 2009, *Pas.*, 2009, n° 768, n° 769 et n° 773). Ces arrêts concernent toutefois l'immunité de juridiction et d'exécution de certaines organisations internationales et non l'immunité d'exécution relative aux biens des puissances étrangères. L'on ne saurait dès lors en déduire une indication relative à la coutume internationale concernant cette dernière catégorie.

B.14.4. Par un arrêt du 11 décembre 2014, la Cour de cassation a du reste jugé :

« Le droit d'accès aux tribunaux garanti par l'article 6, § 1^{er}, [de la Convention européenne des droits de l'homme], tel qu'il est interprété par la Cour européenne des droits de l'homme, ne peut avoir pour effet de contraindre un Etat de passer outre contre son gré à la règle de l'immunité d'exécution des Etats, qui vise à assurer le fonctionnement optimal des missions diplomatiques et, plus généralement, à favoriser la courtoisie et les bonnes relations entre Etats souverains.

Le moyen, qui soutient que l'atteinte portée aux droits fondamentaux par l'immunité d'exécution des Etats n'est admissible au regard dudit article 6, § 1^{er}, que si la personne contre laquelle l'immunité est invoquée dispose d'autres voies raisonnables pour protéger efficacement les droits que lui garantit la Convention, manque en droit » (Cass., 11 décembre 2014, *Pas.*, 2014, n° 782).

B.14.5. En conséquence, le respect des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions invoquées par les parties requérantes, n'impose pas au législateur de prévoir que l'immunité d'exécution des biens des puissances étrangères n'est effective que lorsqu'il est démontré que le créancier dispose d'une autre voie raisonnable pour faire valoir ses droits, dès lors qu'une telle exigence n'est, en l'état actuel, imposée ni par la Convention européenne des droits de l'homme, ni par la coutume internationale, ni par la Convention des Nations Unies du 2 décembre 2004.

B.15.1. Pour le surplus, les parties requérantes n'exposent pas en vertu de quelle règle de droit international le juge des saisies devrait être autorisé à examiner la proportionnalité de l'insaisissabilité *in concreto*, au regard de la situation particulière du créancier et de celle du débiteur. L'immunité d'exécution couvrant les biens des Etats se trouvant sur le territoire d'autres Etats est en effet un principe de droit international généralement admis dont la mise en œuvre ne saurait, sous réserve des exceptions examinées ci-après, se prêter à un examen de proportionnalité concret.

B.15.2. Les parties requérantes estiment encore que la mesure attaquée est disproportionnée en ce qu'elle s'applique à tous les biens appartenant aux puissances étrangères, y compris les comptes bancaires et non uniquement à ceux qui sont utilisés ou destinés à être utilisés pour garantir la continuité des services diplomatiques.

B.15.3. Contrairement à ce que soutiennent les parties requérantes, l'objectif de la disposition attaquée n'est pas limité à la préservation du fonctionnement des missions diplomatiques et consulaires sur le territoire, mais vise, plus largement, le maintien des bonnes relations entretenues par la Belgique, sur le plan international, avec les puissances étrangères. Au regard de cet objectif légitime, il n'est pas disproportionné de prévoir une immunité couvrant tous les biens appartenant aux puissances étrangères, et non uniquement les biens nécessaires au fonctionnement des services diplomatiques, puisque les mesures de contrainte relatives à n'importe quel bien appartenant à une puissance étrangère sont susceptibles d'entraîner une détérioration des relations diplomatiques de la Belgique avec l'Etat concerné.

En ce qui concerne les conditions auxquelles une saisie peut être autorisée

B.16.1. Le deuxième paragraphe de l'article 1412quinquies prévoit trois hypothèses dans lesquelles, par dérogation au principe général de l'immunité d'exécution, une saisie conservatoire ou exécutoire peut être autorisée par le juge des saisies. En vertu du 3° de ce paragraphe, les biens qui sont « spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par la puissance étrangère autrement qu'à des fins de service public non commerciales » peuvent faire l'objet de saisies dès lors que la saisie ne porte que « sur des biens qui ont un lien avec l'entité visée par le titre » qui la fonde. Il en résulte que les biens appartenant aux puissances étrangères qui sont situés sur le territoire belge doivent être répartis en deux catégories. Les biens dont il est prouvé qu'ils sont utilisés ou qu'ils sont destinés à être utilisés à des fins étrangères au service public non commercial peuvent faire l'objet de saisies. Les biens qui sont utilisés ou qui sont destinés à être utilisés à des fins de service public non commerciales ne peuvent en principe pas faire l'objet de saisies.

Néanmoins, la disposition prévoit deux hypothèses dans lesquelles les biens appartenant à cette seconde catégorie peuvent faire l'objet de saisies. En vertu du 1° de la disposition, le juge des saisies peut autoriser une saisie portant sur un bien appartenant à cette catégorie de biens en principe insaisissables s'il est prouvé que la puissance étrangère a « expressément et spécifiquement consenti » à sa saisissabilité. En vertu du 2° de la disposition, le juge des saisies peut autoriser une saisie portant sur un bien appartenant à cette catégorie de biens en principe insaisissables s'il est prouvé que la puissance étrangère a « réservé ou affecté ces biens à la satisfaction de la demande » qui fait l'objet du titre qui fonde la saisie.

B.16.2. Les griefs des parties requérantes portent sur l'exigence, en ce qui concerne le 1° de la disposition, que la renonciation à l'immunité soit expresse et spécifique et sur l'exigence, en ce qui concerne le 3° de la disposition, que les biens concernés soient utilisés par la puissance étrangère pour des fins autres que commerciales.

B.17.1. En ce qui concerne ce dernier grief, la formulation retenue par le législateur au 3° de l'article 1412quinquies, § 2, est identique à celle qui est utilisée par l'article 19, c), de la Convention des Nations Unies du 2 décembre 2004 citée en B.13.2. En vertu de cette disposition, les biens appartenant à l'Etat étranger qui sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par l'Etat autrement qu'à des fins de service public non commerciales peuvent faire l'objet de mesures d'exécution.

B.17.2. Cette disposition est également conforme à la coutume internationale, telle qu'elle est constatée notamment par la Cour internationale de justice :

« [...] il [...] suffit de constater qu'il existe au minimum une condition qui doit être remplie pour qu'une mesure de contrainte puisse être prise à l'égard d'un bien appartenant à un Etat étranger : que le bien en cause soit utilisé pour les besoins d'une activité ne poursuivant pas des fins de service public non commerciales, ou [...] » (C.I.J., 3 février 2012, *Allemagne c. Italie, Grèce intervenant*, § 118).

B.17.3. En ce qu'il prévoit qu'il est fait exception au principe de l'immunité d'exécution des biens des puissances étrangères s'il est établi que ces biens sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par la puissance étrangère autrement qu'à des fins de service public non commerciales, l'article 1412quinquies du Code judiciaire est conforme au droit public international et ne viole donc pas les dispositions invoquées aux moyens.

B.18.1. En ce qui concerne le grief se rapportant au 1° du paragraphe 2 de la disposition attaquée, l'article 19 de la Convention des Nations Unies du 2 décembre 2004 citée en B.13.2 prévoit que les Etats peuvent « expressément » consentir à l'application des mesures de contrainte sur les biens utilisés ou destinés à être utilisés à des fins de service public non commerciales et que dans ce cas, la saisie peut être effectuée. L'arrêt précité de la Cour internationale de justice précise également qu'il suffit de constater, pour conclure à la possibilité de saisie d'un bien appartenant à une puissance étrangère, que l'Etat étranger a « expressément consenti à l'application d'une mesure de contrainte » (C.I.J., *op. cit.*).

En ce qu'il prévoit que la saisie peut être autorisée par le juge s'il est démontré que la puissance étrangère a « expressément » consenti à la mesure, le 1° du paragraphe 2 de l'article 1412quinquies du Code judiciaire, introduit par la disposition attaquée, ne va pas au-delà de ce qui est exigé par la Convention précitée et par la coutume internationale.

B.18.2. En revanche, l'article 19 de la Convention des Nations Unies du 2 décembre 2004 n'exige pas que les biens qui font l'objet de la saisie aient été « spécifiquement » désignés par la puissance étrangère comme pouvant faire l'objet d'une mesure de contrainte. L'arrêt précité de la Cour de justice internationale ne comporte pas non plus cette condition. En exigeant que la renonciation à l'immunité soit, non seulement expresse, mais également spécifique, l'article 1412quinquies, § 2, 1°, va donc au-delà de ce qu'exige la coutume internationale en la matière.

B.19.1. Il y a lieu, toutefois, d'établir une distinction, parmi les biens appartenant à une puissance étrangère situés sur le territoire du Royaume, entre les biens utilisés par les missions diplomatiques, les postes consulaires et les missions auprès des organisations internationales et les autres biens. En ce qui concerne les premiers, il faut tenir compte de la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques ainsi que de la règle coutumière internationale *ne impediatur legatio*.

B.19.2. L'article 22, § 3, de la Convention de Vienne du 18 avril 1961 dispose :

« Les locaux de la mission, leur ameublement et les autres objets qui s'y trouvent, ainsi que les moyens de transport de la mission, ne peuvent faire l'objet d'aucune perquisition, réquisition, saisie ou mesure d'exécution ».

L'article 25 de la même Convention dispose :

« L'Etat accréditaire accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions de la mission ».

B.19.3. Par un arrêt du 22 novembre 2012, la Cour de cassation a jugé :

« En vertu de la règle coutumière internationale *ne impediatur legatio*, suivant laquelle le fonctionnement de la mission diplomatique ne peut être entravé, l'ensemble des biens de cette mission qui servent à son fonctionnement bénéficie d'une immunité d'exécution autonome, se superposant à celle de l'Etat accréditant.

Il s'ensuit qu'aucune saisie ou mesure d'exécution ne peut être pratiquée sur les biens affectés au fonctionnement d'une mission diplomatique, sauf si l'Etat accréditant consent expressément à l'adoption de mesures de contrainte pour cette catégorie de biens ou une partie de cette catégorie » (Cass., 22 novembre 2012, *Pas.*, 2012, n° 630).

B.19.4. Il résulte de cette règle coutumière internationale et des dispositions précitées de la Convention de Vienne, ainsi que l'a jugé la Cour de cassation dans l'arrêt précité, que les biens affectés au fonctionnement des missions diplomatiques, en ce compris les comptes bancaires utilisés par celles-ci, sont couverts par une immunité d'exécution spéciale qui ne peut être levée que par une renonciation expresse et spécifique émanant de la puissance étrangère débitrice.

B.20.1. En ce qu'elle s'applique aux biens utilisés par les missions diplomatiques des puissances étrangères accréditées en Belgique, en ce compris les comptes bancaires, l'exigence que la renonciation à l'immunité d'exécution soit expresse et spécifique ne va donc pas au-delà de ce qui résulte des règles de droit international généralement reconnues en la matière. Elle ne viole dès lors ni le droit d'accès à un juge garanti par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ni le droit au respect de la propriété garanti par l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention.

En revanche, en ce qu'elle s'applique aux autres biens des puissances étrangères utilisés ou destinés à être utilisés à des fins de service public non commerciales, l'exigence que la renonciation à l'immunité d'exécution soit spécifique va au-delà de ce qui résulte des règles de droit international généralement reconnues en la matière. En cette mesure, elle viole les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention.

B.20.2. La Cour observe, au demeurant, que la justification de l'amendement qui a conduit à insérer le mot « spécifiquement » dans le 1^o du paragraphe 2 de l'article 1412quinquies du Code judiciaire ne concerne que les « biens diplomatiques d'Etats étrangers, dont les comptes bancaires des ambassades » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1241/004, p. 3).

B.21. Il convient d'annuler, dans l'article 1412quinquies du Code judiciaire, inséré par l'article 2 de la loi du 23 août 2015, les mots « et spécifiquement », mais uniquement en ce qu'il s'applique aux biens qui ne sont pas affectés à l'exercice des fonctions de la mission diplomatique de la puissance étrangère ou de ses postes consulaires, de ses missions spéciales, de ses missions auprès des organisations internationales ou de ses délégations dans les organes des organisations internationales ou aux conférences internationales.

En ce qui concerne l'obligation d'obtenir l'autorisation préalable du juge des saisies

B.22. Les parties requérantes estiment que l'obligation d'obtenir préalablement à toute saisie de biens des puissances étrangères l'autorisation du juge des saisies est discriminatoire dans la mesure où elle ne s'applique qu'aux créanciers des puissances étrangères, qu'elle conduit à rendre ces biens insaisissables en pratique, et qu'elle oblige le créancier à rapporter la preuve que l'une des conditions précitées est réalisée, ce qui constituerait un renversement de la charge de la preuve et alors que cette preuve, spécialement lorsqu'il s'agit de la troisième hypothèse, serait impossible à administrer, en tout cas lorsqu'il s'agit de comptes en banque.

B.23.1. L'obligation d'obtenir l'autorisation du juge des saisies préalablement à toute saisie de biens appartenant à une puissance étrangère a été introduite dans la disposition attaquée par un amendement visant à rencontrer l'avis du Conseil d'Etat (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1241/004, p. 2), qui avait observé :

« En vertu de la disposition proposée, la saisie de biens qui y sont visés restera possible lorsque ces biens 'sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés [...] autrement qu'à des fins de service public non commerciales' et qu'à condition que la saisie ne porte que sur des biens qui ont un lien avec l'entité visée par le titre exécutoire ou le titre authentique ou privé qui, selon le cas, fonde la saisie'.

Afin de s'assurer, avant même toute saisie, que ces conditions semblent bien réunies, la question se pose s'il ne conviendrait pas de prévoir une procédure judiciaire préalable qui permette de s'assurer que tel est le cas » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1241/003, p. 4).

B.23.2. Il ressort des discussions en commission de la Justice de la Chambre que le législateur entendait offrir davantage de sécurité juridique aux puissances étrangères. Ainsi le ministre a-t-il précisé :

« Les saisies peuvent être faites actuellement dans un laps de temps si bref et parfois sans intervention d'un juge qu'on ne peut pas présumer de la part de ceux qui y participent d'une connaissance parfaite du droit international. L'intention est donc de donner une sécurité juridique dans notre Code judiciaire. Le droit international en matière diplomatique n'est pas toujours bien connu des juges des saisies et huissiers de justice locaux. » (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1241/005, p. 9).

B.23.3. Le législateur s'est par ailleurs inspiré de la procédure similaire prévue par l'article 1412quater du Code judiciaire, qui établit l'insaisissabilité de principe des avoirs détenus ou gérés par les banques centrales étrangères et les autorités monétaires internationales en Belgique ainsi que l'exception à ce principe lorsque le créancier peut démontrer que les avoirs qu'il entend saisir sont exclusivement affectés à une activité économique ou commerciale de droit privé.

B.24. Pour les motifs énoncés en B.8.3 et B.8.4, le critère sur lequel repose la différence de traitement entre les créanciers des puissances étrangères et tous les autres créanciers, qui ne doivent pas, en règle, obtenir une autorisation préalable du juge pour procéder à une mesure de contrainte sur le patrimoine de leur débiteur, est objectif et pertinent. La situation particulière des débiteurs qui sont des puissances étrangères et les règles relatives à la souveraineté des Etats peuvent justifier que le législateur ait voulu soumettre la mise en œuvre des saisies de biens leur appartenant sur le territoire belge à une procédure propre à garantir que le respect du droit, tant interne qu'international public, soit assuré. A cet égard, il n'est pas sans justification raisonnable d'imposer l'intervention, préalable à toute mesure d'exécution, d'un juge spécialisé.

B.25.1. En ce qui concerne les griefs des parties requérantes relatifs au renversement de la charge de la preuve qui serait occasionné par la disposition attaquée, il est vrai que la procédure ordinaire de contestation *a posteriori* de la saisie réalisée, devant le juge des saisies, peut amener les deux parties à collaborer à l'établissement de la preuve de la destination des biens saisis. Une telle collaboration est, par hypothèse, impossible lorsque le juge est saisi préalablement d'une demande d'autorisation de procéder à une mesure d'exécution sur requête unilatérale et que le débiteur n'en est par conséquent pas averti. En vertu du paragraphe 2 de l'article 1412quinquies du Code judiciaire, il revient au créancier seul de démontrer qu'une des conditions permettant de déroger au principe de l'insaisissabilité est remplie.

B.25.2. Il ne s'ensuit cependant pas que la disposition attaquée occasionnerait un renversement injustifié de la charge de la preuve ou que la preuve pesant sur les créanciers serait impossible à administrer, même lorsqu'il s'agit de démontrer que les biens sur lesquels porte la mesure d'exécution envisagée sont utilisés ou destinés à être utilisés autrement qu'à des fins de service public non commerciales. Ainsi par exemple, la preuve de l'utilisation de biens, de nature immobilière ou mobilière, à des fins étrangères au service public ne paraît pas impossible à rapporter dans tous les cas.

B.26.1. En ce qui concerne spécifiquement les comptes bancaires d'ambassade, il faut relever qu'ils bénéficient d'une présomption d'affectation à des fins souveraines, en vertu d'une règle de droit coutumier international. Cette présomption est confirmée par l'article 21 de la Convention de New-York du 2 décembre 2004, qui dispose :

« 1. Les catégories de biens d'Etat ci-après ne sont notamment pas considérées comme des biens spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par l'Etat autrement qu'à des fins de service public non commerciales au sens des dispositions de l'alinéa c) de l'article 19 :

a) Les biens, y compris les comptes bancaires, utilisés ou destinés à être utilisés dans l'exercice des fonctions de la mission diplomatique de l'Etat ou de ses postes consulaires, de ses missions spéciales, de ses missions auprès des organisations internationales, ou de ses délégations dans les organes des organisations internationales ou aux conférences internationales;

[...] ».

B.26.2. Par ailleurs, les extraits de compte et documents bancaires constituent des archives et documents protégés par l'article 24 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, selon lequel ils sont inviolables. Il découle de cette inviolabilité que l'Etat étranger ne saurait être contraint de les produire en justice, de sorte que le juge ne pourrait contraindre le débiteur, puissance étrangère, à prouver l'utilisation de ces fonds à des fins de service public non commerciales.

B.26.3. Le caractère « quasi insaisissable » des comptes bancaires utilisés par les ambassades, consulats et représentations diplomatiques des Etats étrangers en Belgique, critiqué par les parties requérantes, trouve dès lors son origine non dans la loi attaquée, mais bien dans les règles conventionnelles et coutumières du droit international public.

B.27.1. Il découle de ce qui précède que la disposition attaquée n'occasionne pas, aux droits des créanciers, une atteinte disproportionnée par rapport à l'objectif poursuivi de préserver les bonnes relations diplomatiques de l'Etat belge avec les Etats étrangers.

B.27.2. Les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés, d'une part, avec l'article 13 de la Constitution et avec l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et, d'autre part, avec l'article 16 de la Constitution et avec l'article 1^{er} du Premier Protocole additionnel à cette Convention, ne sont pas violés par l'article 1412quinquies du Code judiciaire en ce qu'il oblige le créancier d'une puissance étrangère à obtenir l'autorisation du juge des saisies préalablement à l'exécution d'une mesure de contrainte sur les biens de son débiteur situés en Belgique.

B.28. Sans préjudice de l'annulation de l'article 1412quinquies du Code judiciaire dans la mesure indiquée en B.21, les premier (première et deuxième branches) à troisième moyens dans l'affaire n° 6372 et les premier et deuxième moyens dans l'affaire n° 6373 ne sont pas fondés.

Quant à la compatibilité de la disposition attaquée avec le règlement Bruxelles Ibis

B.29.1. Par le premier moyen, en sa troisième branche, la partie requérante dans l'affaire n° 6372 fait grief à la loi attaquée de porter atteinte aux droits garantis par le règlement Bruxelles Ibis.

B.29.2. L'article 39 de ce règlement dispose :

« Une décision rendue dans un Etat membre et qui est exécutoire dans cet Etat membre jouit de la force exécutoire dans les autres Etats membres sans qu'une déclaration constatant la force exécutoire soit nécessaire ».

L'article 41, 1, du même règlement dispose :

« Sous réserve des dispositions de la présente section, la procédure d'exécution des décisions rendues dans un autre Etat membre est régie par le droit de l'Etat membre requis. Une décision rendue dans un Etat membre et qui est exécutoire dans l'Etat membre requis est exécutée dans ce dernier dans les mêmes conditions qu'une décision rendue dans l'Etat membre requis ».

B.30.1. L'article 1412quinquies du Code judiciaire n'a ni pour objet ni pour effet de faire obstacle à la force exécutoire attachée aux décisions judiciaires, que celles-ci soient rendues en Belgique ou dans les autres Etats membres. L'insaisissabilité de principe qu'il institue relativement aux biens des puissances étrangères limite les possibilités d'exécution des décisions sur certains biens mais ne porte pas atteinte, comme tel, au caractère exécutoire des décisions et n'empêche d'ailleurs pas les créanciers de faire exécuter les décisions qu'ils ont obtenues sur les biens qui, en vertu des exceptions au principe de l'insaisissabilité établies par le paragraphe 2 de cette disposition, peuvent faire l'objet de mesures de contrainte.

B.30.2. Au surplus, le règlement Bruxelles Ibis ne saurait être interprété d'une manière qui le rende contraire aux règles coutumières de droit international qui établissent le principe de l'immunité d'exécution couvrant les biens des puissances étrangères.

B.30.3. Compte tenu de ce qui précède, il n'y a pas lieu de poser à la Cour de justice de l'Union européenne la question suggérée, à titre infiniment subsidiaire, par le Conseil des ministres.

B.31. Le premier moyen dans l'affaire n° 6372, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

Quant au champ d'application ratione personae de l'article 1412quinquies

B.32. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 6372 et le quatrième moyen dans l'affaire n° 6373 visent l'article 1412quinquies, § 3, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire. Les griefs des parties requérantes portent sur le caractère indéfini et trop large de la notion de « puissance étrangère » et sur l'extension de la portée de l'insaisissabilité aux biens des entités énumérées par cette disposition, en ce compris les entités qui ne disposent pas de la personnalité juridique. Le champ d'application trop large de l'insaisissabilité porterait une atteinte discriminatoire aux droits des créanciers des puissances étrangères.

B.33.1. Le législateur a aligné le champ d'application de la disposition attaquée sur celui de l'article 1412ter du Code judiciaire, qui utilise les mêmes notions que celles qui font l'objet des critiques des parties requérantes (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, DOC 54-1241/005, p. 7). Cette disposition prévoit l'insaisissabilité des biens culturels appartenant aux puissances étrangères et se trouvant sur le territoire belge en vue d'y être exposés publiquement et temporairement.

B.33.2. L'exposé des motifs du projet de loi ayant inséré l'article 1412ter dans le Code judiciaire (loi du 14 juin 2004 modifiant le Code judiciaire en vue d'instituer une immunité d'exécution à l'égard des biens culturels étrangers exposés publiquement en Belgique) indique que l'auteur de l'avant-projet avait initialement utilisé la notion de « puissance étrangère » afin de viser également les organisations internationales (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-1051/001, p. 5). Le Conseil d'Etat a toutefois fait remarquer que ce faisant, il semblait s'écarter du sens usuel de la notion (*ibid.*, p. 9), de sorte que le champ d'application de la disposition a été explicitement étendu aux biens culturels appartenant aux organisations internationales par son paragraphe 3, alinéa 4.

Il en va de même de l'article 1412quinquies, qui prévoit explicitement son application aux biens des organisations internationales en son paragraphe 3, alinéa 2, lequel oppose du reste la notion de « puissance étrangère » à celle d'organisation supranationale ou internationale de droit public.

B.33.3. Il faut en conclure que, par l'utilisation du terme « puissance étrangère », la disposition attaquée vise les Etats étrangers, au sens que cette notion revêt en droit international public, de sorte que cette notion n'est pas indéterminée et que son utilisation n'occasionne aucune atteinte discriminatoire aux droits des créanciers.

B.34.1. Les notions d'entité fédérée, de démembrement et de collectivité territoriale décentralisée sont connues en droit international public et ne prêtent pas non plus à confusion. La notion d'« autre division politique » permet de viser les entités infranationales qui pourraient être créées par un Etat étranger sous une dénomination quelconque et dont les biens risqueraient, sinon, d'échapper à la protection.

B.34.2. Par ailleurs, l'article 2 de la Convention précitée des Nations Unies du 2 décembre 2004 précise que, aux fins de cette Convention, le terme « Etat » désigne notamment « les composantes d'un Etat fédéral ou les subdivisions politiques de l'Etat ». La notion de « division politique » n'est dès lors ni nouvelle ni inconnue en droit international public.

B.35. Enfin, l'objectif du maintien des bonnes relations diplomatiques et internationales de la Belgique peut justifier une protection non seulement des biens appartenant aux Etats, mais également des biens appartenant aux entités, collectivités, démembrements et divisions politiques qui les composent dès lors qu'une mesure de contrainte exercée sur ces biens peut, de la même manière qu'une mesure équivalente exercée sur les biens appartenant directement à l'Etat, avoir pour effet de porter atteinte aux bonnes relations diplomatiques de la Belgique avec l'Etat concerné.

B.36. Le quatrième moyen dans l'affaire n° 6372 et le quatrième moyen dans l'affaire n° 6373 ne sont pas fondés.

Quant à la différence de traitement entre créanciers contractuels et créanciers extracontractuels

B.37. Par le troisième moyen dans l'affaire n° 6373, la partie requérante invite la Cour à examiner la différence de traitement qui serait créée, par l'article 1412quinquies, § 2, du Code judiciaire, entre les créanciers d'une puissance étrangère, selon que la créance qu'ils font valoir trouve sa source dans un contrat ou dans une obligation non contractuelle, dans la mesure où les deux premiers cas énoncés par cette disposition dans lesquels le juge des saisies autorise une mesure d'exécution sur les biens appartenant à une puissance étrangère seraient plus facilement, voire uniquement, rencontrés dans l'hypothèse d'une créance née d'une relation contractuelle entre la puissance étrangère et son débiteur.

B.38.1. La disposition attaquée n'établit pas de différence de traitement entre créanciers selon l'origine contractuelle ou extracontractuelle de leur créance. Tous les créanciers de puissances étrangères sont confrontés aux mêmes immunités et disposent des mêmes possibilités de dérogations à ces immunités.

B.38.2. Il est exact que le créancier qui a été en relation contractuelle avec son débiteur a pu, lors de la négociation précontractuelle, prendre soin de se ménager une possibilité de dérogation à l'immunité couvrant les biens des puissances étrangères en faisant inclure dans le contrat une clause par laquelle la puissance étrangère débitrice a réservé ou affecté certains biens à la satisfaction de la demande pour le cas où le contrat ne serait pas exécuté.

B.38.3. Toutefois, le fait qu'une telle possibilité n'existe pas pour un créancier dont la créance a une origine extracontractuelle ne crée pas de discrimination contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, dès lors que la disposition attaquée contient deux autres hypothèses de dérogation au principe de l'immunité couvrant les biens des puissances étrangères. Ainsi, il n'est pas exclu *a priori* qu'un créancier extracontractuel puisse démontrer que son débiteur a expressément et, sans préjudice de l'annulation de l'article 1412quinquies du Code judiciaire dans la mesure indiquée en B.21, spécifiquement consenti à la saisissabilité de certains biens lui appartenant. Enfin, la possibilité d'établir que certains biens sont spécifiquement utilisés ou destinés à être utilisés par la puissance étrangère autrement qu'à des fins de service public non commerciales existe de manière identique pour les créanciers contractuels et extracontractuels.

B.39. Le troisième moyen dans l'affaire n° 6373 n'est pas fondé.

Quant à l'absence de dispositions transitoires

B.40.1. Le cinquième moyen dans l'affaire n° 6372 est pris de la violation des normes de référence citées en B.3, combinées avec le principe de la sécurité juridique. La partie requérante fait grief au législateur d'avoir négligé d'assortir la loi attaquée de dispositions transitoires, de sorte qu'elle s'applique non seulement à l'exécution de créances nées après son entrée en vigueur, mais également à l'exécution de créances nées avant son entrée en vigueur, voire même aux procédures de saisies en cours au moment de son entrée en vigueur.

B.40.2. Ainsi que le fait observer le Conseil des ministres, en vertu des règles relatives à l'application des lois dans le temps, la validité des saisies pratiquées avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée sans autorisation préalable du juge des saisies ne saurait être mise en cause pour ce seul motif. Le juge saisi d'une opposition à une saisie antérieure à l'entrée en vigueur de la loi attaquée applique à cette saisie le droit en vigueur au moment de la saisie. En revanche, depuis l'entrée en vigueur de la loi attaquée, aucune saisie visant des biens appartenant à une puissance étrangère ne peut être pratiquée sans l'autorisation préalable du juge, qui applique les conditions relatives aux dérogations au principe de l'insaisissabilité des biens des puissances étrangères établies par l'article 1412quinquies du Code judiciaire.

B.41.1. Si le législateur estime qu'un changement de politique s'impose, il peut décider de lui donner un effet immédiat et, en principe, il n'est pas tenu de prévoir un régime transitoire. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont violés que si l'absence d'une mesure transitoire entraîne une différence de traitement qui n'est pas susceptible de justification raisonnable ou s'il est porté une atteinte excessive au principe de la confiance légitime. Le principe de confiance est étroitement lié au principe de la sécurité juridique, qui interdit au législateur de porter atteinte sans justification objective et raisonnable à l'intérêt que possèdent les sujets de droit d'être en mesure de prévoir les conséquences juridiques de leurs actes.

B.41.2. L'examen des trois premiers moyens dans l'affaire n° 6372 et des deux premiers moyens dans l'affaire n° 6373 a montré que, sans préjudice de son annulation dans la mesure indiquée en B.21, l'article 1412quinquies du Code judiciaire attaqué ne s'écarte pas, en ce qui concerne le principe de l'immunité d'exécution des biens appartenant aux puissances étrangères et les conditions dans lesquelles il est possible d'y déroger, des règles communément admises en droit coutumier international, règles qui étaient déjà appliquées par les juridictions belges avant l'entrée en vigueur de la loi attaquée. A cet égard, la différence de traitement est dès lors inexistante.

Par ailleurs, pour les motifs énoncés en B.22 à B.27, l'obligation d'obtenir l'autorisation du juge des saisies préalablement à la mise en œuvre d'une mesure de contrainte sur les biens d'une puissance étrangère est justifiée par rapport à l'objectif légitime poursuivi par le législateur et ne porte pas d'atteinte disproportionnée aux droits des créanciers. Cette obligation n'est, du reste, pas de nature à empêcher un créancier de pratiquer une saisie sur les biens de son débiteur s'il peut démontrer qu'il est satisfait aux conditions d'une des possibilités de dérogation.

B.41.3. L'absence de disposition transitoire et l'entrée en vigueur immédiate de la loi attaquée ne portent dès lors pas atteinte au droit à la sécurité juridique des créanciers concernés.

Le cinquième moyen dans l'affaire n° 6372 n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule les mots « et spécifiquement » dans l'article 1412quinquies, § 2, 1°, du Code judiciaire, introduit par l'article 2 de la loi du 23 août 2015 « insérant dans le Code judiciaire un article 1412quinquies régissant la saisie de biens appartenant à une puissance étrangère ou à une organisation supranationale ou internationale de droit public », mais uniquement en ce qu'il est appliqué aux saisies visant des biens autres que les biens, en ce compris les comptes bancaires, utilisés dans l'exercice des fonctions de la mission diplomatique de la puissance étrangère ou de ses postes consulaires, de ses missions spéciales, de ses missions auprès des organisations internationales ou de ses délégations dans les organes des organisations internationales ou aux conférences internationales;

- rejette les recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 27 avril 2017.

Le greffier,

F. Meersschaut

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2017/202343]

Uittreksel uit arrest nr. 48/2017 van 27 april 2017

Rolnummers 6372 en 6373

In zake : de beroepen tot vernietiging van de wet van 23 augustus 2015 « tot invoeging van een artikel 1412*quinquies* in het Gerechtelijk Wetboek, houdende het beslag op eigendommen van een buitenlandse mogendheid of van een publiekrechtelijke supranationale of internationale organisatie », ingesteld door de vennootschap naar het recht van de Kaaimaneilanden « NML Capital Ltd » en door de vennootschap naar het recht van het eiland Man « Yukos Universal Limited ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen en rechtspleging*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 1 maart 2016 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 2 en 3 maart 2016, zijn beroepen tot vernietiging ingesteld van de wet van 23 augustus 2015 « tot invoeging van een artikel 1412*quinquies* in het Gerechtelijk Wetboek, houdende het beslag op eigendommen van een buitenlandse mogendheid of van een publiekrechtelijke supranationale of internationale organisatie » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 september 2015), respectievelijk door de vennootschap naar het recht van de Kaaimaneilanden « NML Capital Ltd », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. F. Mourlon Beernaert en Mr. P. Gennari Curlo, advocaten bij de balie te Brussel, en door de vennootschap naar het recht van het eiland Man « Yukos Universal Limited », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. H. Boularbah, Mr. N. Angelet en Mr. F. Judo, advocaten bij de balie te Brussel.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 6372 en 6373 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de bestreden bepalingen

B.1. Beide beroepen tot vernietiging hebben betrekking op de wet van 23 augustus 2015 « tot invoeging van een artikel 1412*quinquies* in het Gerechtelijk Wetboek, houdende het beslag op eigendommen van een buitenlandse mogendheid of van een publiekrechtelijke supranationale of internationale organisatie » (hierna : de wet van 23 augustus 2015), die maar twee artikelen omvat en waarvan artikel 2 bepaalt :

« In het vijfde deel, titel I, hoofdstuk V, van het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 1412*quinquies* ingevoegd, luidende :

‘ Art. 1412*quinquies*. § 1. Onder voorbehoud van de toepassing van dwingende supranationale en internationale bepalingen, zijn de eigendommen van een buitenlandse mogendheid die zich bevinden op het grondgebied van het Koninkrijk, met inbegrip van banktegoeden die daar door die buitenlandse mogendheid worden aangehouden of beheerd, met name bij de uitoefening van de taken van diplomatieke vertegenwoordigingen van de buitenlandse mogendheid of haar consulaire posten, haar speciale zendingen, haar vertegenwoordigingen bij internationale organisaties of delegaties bij organen van internationale organisaties of bij internationale conferenties, niet vatbaar voor beslag.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de schuldeiser die beschikt over een uitvoerbare titel of authentieke of onderhandse stukken die, al naargelang het geval, ten grondslag liggen aan het beslag, bij een verzoekschrift aan de beslagrechter toelating vragen om beslag te leggen op de in paragraaf 1 bedoelde eigendommen van een buitenlandse mogendheid indien hij aantoonst dat voldaan is aan één van de volgende voorwaarden :

1° indien de buitenlandse mogendheid op uitdrukkelijke en specifieke wijze heeft ingestemd met de beslagbaarheid van die eigendom;

2° indien de buitenlandse mogendheid die eigendommen heeft gereserveerd of aangewezen ter voldoening van de vordering die onderwerp is van de uitvoerbare titel of de authentieke of onderhandse stukken die, al naargelang het geval, ten grondslag liggen aan het beslag;

3° indien vastgesteld is dat die eigendommen in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de buitenlandse mogendheid voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden en zich bevinden op het grondgebied van het Koninkrijk, met dien verstande dat uitsluitend beslag kan worden gelegd op eigendommen die verband houden met de entiteit waartegen de uitvoerbare titel of de authentieke of onderhandse stukken die, al naargelang het geval, ten grondslag liggen aan het beslag, zich richt.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde immuniteit en de in paragraaf 2 bedoelde uitzonderingen op die immuniteit zijn eveneens van toepassing op de in die paragrafen bedoelde eigendommen indien zij niet het eigendom zijn van een buitenlandse mogendheid zelf, maar van een deelgebied van die buitenlandse mogendheid, zelfs wanneer dit niet over internationale rechtspersoonlijkheid beschikt, van een geleding van die buitenlandse mogendheid in de zin van artikel 1412*ter*, § 3, tweede lid, of van een territoriaal gedecentraliseerd bestuur of elke andere politieke opdeling van die buitenlandse mogendheid.

De in paragraaf 1 bedoelde immuniteit en de in paragraaf 2 bedoelde uitzonderingen op die immuniteit zijn eveneens van toepassing op de in die paragrafen bedoelde eigendommen indien zij niet het eigendom zijn van een buitenlandse mogendheid, maar van een publiekrechtelijke supranationale of internationale organisatie die ze gebruikt of beoogt te gebruiken voor aan niet-commerciële overheidsdoelen analoge doelen. ’ ».

Ten aanzien van het onderzoek van de middelen

B.2.1. Het Hof onderzoekt de vijf middelen in de zaak nr. 6372 en de vier middelen in de zaak nr. 6373 door ze als volgt te groeperen :

- de grieven met betrekking tot het beginsel van de niet-vatbaarheid voor beslag van de eigendommen van een buitenlandse mogendheid en de uitzonderingen op dat beginsel, in zoverre zij, enerzijds, een discriminatie tussen de schuldeisers van een buitenlandse mogendheid en alle andere schuldeisers (eerste en derde middel in de zaak nr. 6372 en tweede middel in de zaak nr. 6373), en, anderzijds, een discriminatie tussen de schuldeisers van een buitenlandse mogendheid en de schuldeisers van een Belgische publiekrechtelijke rechtspersoon (eerste middel in de zaak nr. 6373 en tweede middel in de zaak nr. 6372) in het leven zouden roepen;

- de grief met betrekking tot de bestaanbaarheid van de bestreden bepaling met de artikelen 10, 11 en 16 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de verordening (EU) nr. 1215/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2012 betreffende de rechterlijke bevoegdheid, de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken (de zogenaamde « Brussel Ibis-Verordening ») (eerste middel, derde onderdeel, in de zaak nr. 6372);

- de grieven met betrekking tot het toepassingsgebied *ratione personae* van artikel 1412quinquies (vierde middel in de zaak nr. 6372 en vierde middel in de zaak nr. 6373);

- de grief met betrekking tot het verschil in behandeling tussen contractuele schuldeisers en buitencontractuele schuldeisers (derde middel in de zaak nr. 6373);

- de grief met betrekking tot de ontstentenis van overgangsbepalingen (vijfde middel in de zaak nr. 6372).

B.2.2. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de delen van de bestreden bepalingen waartegen daadwerkelijk grieven zijn gericht.

Geen enkele grief heeft betrekking op paragraaf 3, tweede lid, van het bestreden artikel 1412quinquies, die de principiële immuniteit en de uitzonderingen erop van toepassing maakt op de eigendommen van publiekrechtelijke supranationale of internationale organisaties.

Ten aanzien van de referentienormen

B.3. De middelen zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met, enerzijds, artikel 13 van de Grondwet en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en, anderzijds, artikel 16 van de Grondwet en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Het derde onderdeel van het eerste middel in de zaak nr. 6372 is bovendien afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 16 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de « Brussel Ibis-Verordening ». Het vijfde middel in de zaak nr. 6372 is bovendien afgeleid uit de schending van het rechtszekerheidsbeginsel.

B.4.1. Artikel 13 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan tegen zijn wil worden afgetrokken van de rechter die de wet hem toekent ».

B.4.2. Artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Bij het vaststellen van zijn burgerlijke rechten en verplichtingen of bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolgung heeft eenieder recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld. Het vonnis moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd gedurende het gehele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privéleven van partijen bij het proces dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden ».

B.4.3. Die twee bepalingen waarborgen het recht op toegang tot een bevoegde rechter, dat zonder discriminatie moet worden toegekend en dat het recht omvat om de uitvoering van het gewezen vonnis of arrest te verkrijgen. In dat verband oordeelt het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, volgens vaste rechtspraak, dat het recht op de uitvoering van een rechterlijke uitspraak een van de aspecten van het recht op een rechterlijke instantie is (o.a. EHRM, 19 maart 1997, *Hornsby* t. Griekenland, § 40; 9 april 2015, *Tchokontio Happi* t. Frankrijk, § 44).

B.5.1. Artikel 16 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan van zijn eigendom worden ontzet dan ten algemene nutte, in de gevallen en op de wijze bij de wet bepaald en tegen billijke en voorafgaande schadeloosstelling ».

B.5.2. Artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Alle natuurlijke of rechtspersonen hebben recht op het ongestoord genot van hun eigendom. Niemand zal van zijn eigendom worden beroofd behalve in het algemeen belang en met inachtneming van de voorwaarden neergelegd in de wet en in de algemene beginselen van het internationaal recht.

De voorgaande bepalingen zullen echter op geen enkele wijze het recht aantasten dat een Staat heeft om die wetten toe te passen welke hij noodzakelijk oordeelt om toezicht uit te oefenen op het gebruik van eigendom in overeenstemming met het algemeen belang of om de betaling van belastingen of andere heffingen en boeten te verzekeren ».

B.5.3. Het begrip « eigendom » in de zin van die bepaling omvat niet alleen de bestaande eigendommen maar ook de schuldvorderingen, voor zover zij een voldoende grondslag in het interne recht hebben, bijvoorbeeld omdat zij bij een definitief vonnis worden bevestigd (EHRM, 25 juni 2009, *Zouboulidis* t. Griekenland, § 28; 3 oktober 2013, *Giavi* t. Griekenland, §§ 39-40; 4 februari 2014, *Staubano e.a.* t. Italië, §§ 40-41). Een schuldvordering ten laste van een buitenlandse mogendheid die bij een definitieve rechterlijke uitspraak is vastgesteld, kan eigendom in die zin uitmaken, zodat artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol erop van toepassing is.

B.5.4. Aangezien artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol een draagwijdte heeft die analoog is aan die van artikel 16 van de Grondwet, vormen de waarborgen die zij bevatten, een onlosmakelijk geheel, zodat het Hof er mee rekening houdt bij zijn toetsing van de bestreden wet.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de middelen

B.6.1. De Ministerraad werpt herhaalde malen de niet-ontvankelijkheid van de middelen op, omdat de verzoekende partijen niet zouden uiteenzetten in welk opzicht de aangevoerde referentienormen zouden zijn geschonden of omdat de vergeleken categorieën van personen niet duidelijk zouden zijn.

B.6.2. Uit de argumenten die breedvoerig door de partijen zijn uitgewisseld, blijkt voldoende dat de Ministerraad de draagwijdte van de middelen heeft begrepen en omstandig erop heeft kunnen antwoorden. Daarenboven, wanneer een schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, in samenhang gelezen met een ander grondrecht, wordt aangevoerd, volstaat het te preciseren in welk opzicht dat grondrecht is geschonden. De categorie van personen voor wie dat grondrecht is geschonden, moet immers worden vergeleken met de categorie van personen voor wie dat grondrecht is gewaarborgd.

B.6.3. De excepties van niet-ontvankelijkheid van de middelen worden verworpen.

Ten aanzien van het beginsel van de niet-vatbaarheid voor beslag van de eigendommen van een buitenlandse mogendheid en ten aanzien van de uitzonderingen op dat beginsel

Met betrekking tot het beginsel van de uitvoeringsimmuniteit betreffende de eigendommen van buitenlandse mogendheden

B.7.1. Bij de bestreden wet wordt, bij paragraaf 1 van artikel 1412quinquies die zij in het Gerechtelijk Wetboek invoegt, het beginsel van de niet-vatbaarheid voor beslag van de eigendommen van een buitenlandse mogendheid vastgelegd. Bij paragraaf 2 van die bepaling wordt evenwel een uitzondering op dat beginsel gemaakt wanneer aan bepaalde voorwaarden is voldaan.

B.7.2. In de toelichting bij het voorstel dat aan de oorsprong van de bestreden wet ligt, wordt aangegeven dat er « geregeld diplomatieke incidenten met derde Staten [ontsfonden] doordat Belgische gerechtsdeurwaarders op vraag van een schuldeiser beslag leggen op goederen die toebehoren aan deze Staten » en dat het « daarbij [vaak] om bankrekeningen van een ambassade van een derde Staat in ons land » ging. Er werd dan ook voorgesteld om een principiële niet-vatbaarheid voor beslag in te voeren en rekening te houden met « de nakende ratificatie door ons land van het Verdrag van de Verenigde Naties van 2004 inzake de immuniteit van rechtsmacht van Staten en hun eigendommen, dat een dergelijke principiële onbeslagbaarheid zal opleggen », zodat de wetgever heeft geanticipeerd op de ratificatie en de inwerkingtreding van dat Verdrag (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1241/001, p. 3).

B.8.1. Met het eerste tot en met het derde middel in de zaak nr. 6372 en met het eerste en het tweede middel in de zaak nr. 6373 klagen de verzoekende partijen aan dat het bestreden artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek onverantwoorde verschillen in behandeling invoert, met betrekking tot het recht op toegang tot een rechter en het eigendomsrecht, tussen de schuldeisers van buitenlandse mogendheden en alle andere schuldeisers, met inbegrip van de schuldeisers van Belgische publiekrechtelijke rechtspersonen. Zij voeren aan dat enkel de eerstgenoemde zouden worden geconfronteerd met een niet-vatbaarheid voor beslag, die zij als nagenoeg volledig aanmerken, van de eigendommen van hun schuldenaar, waarbij de andere schuldeisers, met inbegrip van de schuldeisers van Belgische publiekrechtelijke rechtspersonen, zich niet aan een voorafgaande toelatingsprocedure en aan soortgelijke voorwaarden met betrekking tot de aard van de in beslag genomen eigendommen moeten onderwerpen om de rechterlijke uitspraken waarbij hun schuldvorderingen worden vastgesteld, te laten uitvoeren.

B.8.2. De door de verzoekende partijen aangeklaagde verschillen in behandeling berusten op het criterium van de aard van de persoon van de schuldenaar aangezien enkel de eigendommen van de schuldenaars die buitenlandse mogendheden, deelgebieden ervan, een van de geledingen ervan, een van de territoriaal gedecentraliseerde besturen ervan of een van de politieke opdelingen ervan zijn, in de bestreden wet worden beoogd. Een dergelijk criterium is objectief.

B.8.3. Het beslag dat op het Belgische grondgebied wordt gelegd op eigendommen van een aldus begrepen buitenlandse mogendheid, kan aanleiding geven tot een verslechtering van de diplomatieke betrekkingen van België met de betrokken vreemde Staat of tot toenemende spanningen tussen België en die Staat. Het beslag op eigendommen van ofwel Belgische of buitenlandse privépersonen, ofwel Belgische publiekrechtelijke rechtspersonen heeft geen betrekking op de vreemde Staten waarmee België diplomatieke betrekkingen onderhoudt en kan dus niet hetzelfde gevolg hebben.

B.8.4. Daarenboven verschilt de situatie van de buitenlandse mogendheden van die van de Belgische publiekrechtelijke rechtspersonen in zoverre de Belgische Staat ertoe is gehouden te hunnen aanzien het beginsel van de soevereine gelijkheid van Staten in acht te nemen zoals het onder meer in artikel 2, lid 1, van het Handvest van de Verenigde Naties wordt uitgedrukt. Daaruit vloeit met name voort dat de Belgische wetgever de buitenlandse mogendheden, zoals hij dat bij artikel 1412*bis* van het Gerechtelijk Wetboek ten aanzien van de Belgische publiekrechtelijke rechtspersonen doet, niet zou kunnen verplichten om een lijst op te stellen van hun eigendommen die in beslag kunnen worden genomen.

B.8.5. Het criterium van onderscheid dat verband houdt met de bijzondere situatie van de buitenlandse mogendheden, is pertinent ten aanzien van het doel om de goede relaties van de Belgische Staat met de vreemde Staten te bevorderen en diplomatieke incidenten te vermijden.

B.9.1. Het Hof dient nog te onderzoeken of de voorwaarden waaronder krachtens paragraaf 2 van het bestreden artikel 1412*quinquies* een uitzondering op het beginsel van de immuniteit kan worden gemaakt, namelijk, enerzijds, de verplichting om de voorafgaande toelating van de beslagrechter te verkrijgen en, anderzijds, aan te tonen dat in een van de limitatief opgesomde gevallen waarin beslag kan worden gelegd op de eigendommen van buitenlandse mogendheden, geen onevenredige aantasting van de rechten van de schuldeisers wordt teweeg gebracht.

B.9.2. Noch het recht op toegang tot een rechter, noch het recht op het ongestoord genot van de eigendom zijn absoluut. Elk van die rechten kan het voorwerp van beperkingen door de wetgever uitmaken, op voorwaarde dat die beperkingen strekken tot het verwezenlijken van een legitiem doel en er een redelijk verband van evenredigheid tussen de aangewende middelen en het beoogde doel bestaat.

B.10.1. Met betrekking tot de beperking van het recht op toegang tot een rechter, bestaande in een weigering door een Staat om een rechterlijke uitspraak over de eigendommen van een andere Staat op zijn grondgebied gedwongen ten uitvoer te leggen, heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens geoordeeld :

« Het recht op toegang tot de rechtbanken is evenwel niet absoluut : het leent zich tot impliciet aangenomen beperkingen aangezien het, door de aard zelf ervan, een regeling door de Staat vereist. De Verdragsluitende Staten genieten ter zake een zekere beoordelingsmarge. Het staat nochtans aan het Hof om in laatste aanleg uitspraak te doen over de inachtneming van de vereisten van het Verdrag; het moet zich ervan vergewissen dat de toegepaste beperkingen de aan het individu geboden toegang niet op een zodanige wijze of in een zodanige mate inperken dat de essentie zelf van het recht erdoor wordt aangetast. Bovendien zijn dergelijke beperkingen enkel verenigbaar met artikel 6.1 indien zij een legitiem doel nastreven en er een redelijk verband van evenredigheid tussen de aangewende middelen en het beoogde doel bestaat.

[...]

Het Hof moet eerst onderzoeken of de beperking een legitiem doel nastreefde. In dat verband wijst het erop dat de immuniteit van soevereine Staten een internationaalrechtelijk concept is, dat voortvloeit uit het beginsel *par in parem non habet imperium*, krachtens hetwelk een Staat niet aan de rechtsmacht van een andere Staat kan worden onderworpen. Het Hof is van oordeel dat met het verlenen van de soevereine immuniteit aan een Staat in een burgerlijke procedure het legitieme doel wordt nagestreefd het internationale recht na te leven teneinde de hoffelijkheid en de goede relaties tussen de Staten in de hand te werken.

Het Hof dient vervolgens te bepalen of de beperking evenredig was met het nagestreefde doel. [...] Het Verdrag dient op zodanige wijze te worden uitgelegd dat het verenigbaar is met de andere internationaalrechtelijke regels, waarvan het integraal deel uitmaakt, met inbegrip van die betreffende het verlenen van immuniteit aan Staten.

Bijgevolg kunnen door een Hoge Verdragsluitende Partij genomen maatregelen die internationaalrechtelijke regels weerspiegelen die inzake immuniteit van Staten algemeen erkend zijn, niet op algemene wijze als een onevenredige inperking van het recht op toegang tot een rechtbank, zoals vastgelegd in artikel 6.1, worden beschouwd. Net zoals het recht op toegang tot een rechtbank inherent is aan de bij dat artikel toegekende waarborg van een eerlijk proces, moeten een aantal beperkingen van de toegang worden geacht daaraan inherent te zijn; een voorbeeld daarvan wordt teruggevonden in de beperkingen waarvan de gemeenschap der naties in het algemeen erkent dat zij voortvloeien uit de leer van de immuniteit van de Staten [...].

[...] Het Hof [is] van oordeel dat, hoewel de Griekse rechtbanken de Duitse Staat hebben veroordeeld tot het betalen van een schadevergoeding aan de verzoekende partijen, zulks voor de Griekse Staat niet noodzakelijkerwijs de verplichting met zich meebrengt om de verzoekende partijen de invordering van hun schuldvordering te waarborgen via een procedure van gedwongen tenuitvoerlegging op het Griekse grondgebied » (EHRM, ontvankelijkheidsbeslissing van 12 december 2002, *Kalogeropoulou e.a.* t. Griekenland en Duitsland; zie eveneens EHRM, grote kamer, 21 november 2001, *Al-Adsani* t. Verenigd Koninkrijk; 21 november 2001, *Fogarty* t. Verenigd Koninkrijk; 21 november 2001, *McElhinney* t. Ierland).

B.10.2. Bij dezelfde beslissing van 12 december 2002 heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, met betrekking tot de beperking van het recht op het ongestoord genot van de eigendom, geoordeeld dat het doel dat erin bestaat moeilijkheden in de relaties tussen twee Staten te voorkomen, een reden van « algemeen belang » in de zin van artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Verdrag is en dat de weigering, door een Staat, aan de schuldeisers om op bepaalde eigendommen van een andere Staat onroerend beslag te leggen, een dergelijke reden dient. Het heeft geoordeeld dat de overwegingen die in het kader van het onderzoek van de inachtneming van artikel 6 van het Verdrag in aanmerking zijn genomen, ook waren vereist in het kader van het onderzoek van de grief die uit de schending van artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol is afgeleid.

B.11. In zoverre zij verband houdt met het voornemen van de wetgever om de goede diplomatieke betrekkingen van de Belgische Staat met de vreemde Staten veilig te stellen en de risico's van diplomatieke incidenten te beperken, wordt met de bestreden wet een legitiem doel nagestreefd.

B.12.1. De schuldeiser van een buitenlandse mogendheid kan de toelating van de beslagrechter verkrijgen om beslag te leggen op de eigendommen die zijn schuldenaar op het Belgische grondgebied bezit indien hij kan aantonen, ofwel, dat de buitenlandse mogendheid op uitdrukkelijke en specifieke wijze heeft ingestemd met de vatbaarheid voor beslag van het eigendom waarop hij beslag wenst te leggen, ofwel dat de buitenlandse mogendheid die eigendommen heeft gereserveerd of aangewezen ter voldoening van de vordering die onderwerp is van de titel die ten grondslag ligt aan het beslag, ofwel dat is vastgesteld dat de eigendommen in kwestie in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de buitenlandse mogendheid voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden, op voorwaarde dat de eigendommen verband houden met de entiteit waartegen de titel die ten grondslag ligt aan het beslag, zich richt.

B.12.2. De grieven van de verzoekende partijen hebben in de eerste plaats betrekking op de limitatieve opsomming van de voorwaarden waaronder de rechter het beslag kan toestaan, zodat hij de evenredigheid van de principiële niet-vatbaarheid voor beslag niet kan onderzoeken ten aanzien van de respectieve situatie van de partijen en, in het bijzonder, de vraag of de schuldeiser over andere redelijke rechtsmiddelen beschikt om zijn rechten doeltreffend te beschermen.

B.13.1. Uit de in B.10 aangehaalde beslissingen van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens blijkt dat de beperkingen van het recht op toegang tot de rechter en van het recht op bescherming van de eigendom die voortvloeien uit de uitvoeringsimmunititeit die ten aanzien van eigendommen van vreemde Staten wordt erkend, worden aanvaard aangezien zij de internationaalrechtelijke regels weerspiegelen die inzake immuniteit van Staten algemeen erkend zijn.

B.13.2. Artikel 19 van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de immuniteit van rechtsmacht van staten en hun eigendommen, ondertekend te New York op 2 december 2004, bepaalt :

« Tegen eigendommen van een staat mogen geen executiemaatregelen worden getroffen zoals beslag, zekerheidsstelling of executie in verband met een geding voor een rechter van een andere staat, tenzij en voor zover :

- a) de staat uitdrukkelijk heeft ingestemd met het nemen van maatregelen als vermeld :
 - i) in een internationale overeenkomst;
 - ii) in een arbitrageovereenkomst of in een schriftelijke overeenkomst; of
 - iii) in een verklaring voor de rechter of een schriftelijke mededeling na het ontstaan van een geschil tussen partijen;
- of
- b) de staat eigendommen heeft aangewezen of gereserveerd ter voldoening van de vordering die onderwerp is van dat geding; of
- c) vastgesteld is dat de eigendommen in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de staat voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden en zich bevinden op het grondgebied van de staat van het forum, met dien verstande dat executiemaatregelen uitsluitend mogen worden getroffen tegen eigendommen die verband houden met de entiteit waartegen het geding zich richtte ».

B.13.3. Dat Verdrag is nog niet in werking getreden. Bovendien heeft België het op 22 april 2005 ondertekend maar nog niet geratificeerd. De voormelde bepalingen kunnen evenwel als indicatief worden beschouwd voor het huidige internationale gebruik inzake uitvoeringsimmunititeit van Staten. Uit de in B.7.2 aangehaalde toelichting bij het wetsvoorstel dat aanleiding heeft gegeven tot de bestreden wet, blijkt overigens dat de wetgever de bedoeling had te anticiperen op de ratificatie van dat Verdrag.

B.14.1. Uit de in B.10 aangehaalde beslissingen van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens blijkt dat dat Hof, om vast te stellen dat artikel 6.1 van het Verdrag en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Verdrag niet worden geschonden door de inachtneming van de aan de eigendommen van vreemde Staten verleende uitvoeringsimmunititeit, niet vereist dat wordt aangetoond dat de schuldeiser over andere redelijke rechtsmiddelen beschikt om zijn rechten te doen gelden. Het arrest dat op 18 februari 1999 in de zaak *Waite en Kennedy* t. Duitsland door het Europees Hof is gewezen en de beslissing van hetzelfde Hof van 5 maart 2013 in de zaak *Chapman* t. België, die door de verzoekende partijen zijn aangehaald, hebben geen betrekking op de uitvoeringsimmunititeit van eigendommen van Staten, maar wel op die betreffende de eigendommen van supranationale organisaties.

B.14.2. Bij een arrest van 3 februari 2012 heeft het Internationaal Gerechtshof geoordeeld dat de inschrijving van een gerechtelijke hypotheek op een in Italië gelegen villa die toebehoort aan Duitsland, een schending uitmaakt, door Italië, van zijn verplichting, krachtens het geldende internationale gewoonterecht, om de aan Duitsland verplichte immuniteit in acht te nemen, zonder de vraag te hebben onderzocht of de schuldeiser te dezen over een ander rechtsmiddel beschikte om zijn rechten te doen gelden (*Duitsland t. Italië, Griekenland tussenkomen partij*, §§ 109-120).

B.14.3. De verzoekende partijen halen eveneens drie arresten aan waarbij het Hof van Cassatie op 21 december 2009 heeft geoordeeld dat « de vraag van de evenredigheid in elk geval apart moet worden onderzocht in het licht van de bijzondere omstandigheden van de zaak » en dat, « om te bepalen of de aantasting van de grondrechten aanvaardbaar is in het licht van artikel 6.1, [...] overeenkomstig de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, onderzocht [moet] worden of de persoon tegen wie de immuniteit van tenuitvoerlegging aangevoerd wordt, over andere redelijke rechtsmiddelen beschikt om de hem bij het Verdrag gewaarborgde rechten op een efficiënte wijze te vrijwaren » (Cass., 21 december 2009, *Arr. Cass.*, 2009, nrs. 768, 769 en 773). Die arresten hebben evenwel betrekking op de immuniteit van rechtsvervolgning en van tenuitvoerlegging van bepaalde internationale organisaties en niet op de uitvoeringsimmunititeit betreffende de eigendommen van buitenlandse mogendheden. Daaruit kan bijgevolg geen aanwijzing over het internationale gebruik met betrekking tot die laatste categorie worden afgeleid.

B.14.4. Bij een arrest van 11 december 2014 heeft het Hof van Cassatie overigens geoordeeld :

« Het door [...] artikel 6.1 [van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens] gewaarborgde recht van toegang tot de rechter zoals uitgelegd door het Europees Hof van de rechten van de mens kan niet tot gevolg hebben dat een Staat gedwongen wordt de regel van de uitvoeringsimmunititeit van de Staten, die ertoe strekt de optimale werking van de diplomatieke missies te verzekeren en, meer algemeen, de hoffelijkheid en de goede betrekkingen tussen soevereine Staten te bevorderen, tegen zijn wil in te negeren.

Het middel, dat aanvoert dat de aantasting van de fundamentele rechten door de uitvoeringsimmunititeit van de Staten slechts aanvaardbaar is ten aanzien van dat artikel 6.1 indien de persoon tegen wie de immunititeit wordt aangevoerd, over andere redelijke rechtsmiddelen beschikt om de hem door het Verdrag gewaarborgde rechten te beschermen, faalt naar recht » (Cass., 11 december 2014, *Arr. Cass.*, 2014, nr. 782).

B.14.5. Bijgevolg verplicht de inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de door de verzoekende partijen aangevoerde bepalingen, de wetgever niet erin te voorzien dat de uitvoeringsimmunititeit van de eigendommen van buitenlandse mogendheden maar effectief is wanneer wordt aangetoond dat de schuldeiser over een ander redelijk rechtsmiddel beschikt om zijn rechten te doen gelden, aangezien een dergelijke vereiste, in de huidige toestand, noch door het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, noch door het internationale gebruik, noch door het Verdrag van de Verenigde Naties van 2 december 2004 wordt opgelegd.

B.15.1. Voor het overige zetten de verzoekende partijen niet uiteen krachtens welke internationaalrechtelijke regel de beslagrechter ertoe zou moeten worden gemachtigd de evenredigheid van de niet-vatbaarheid voor beslag *in concreto* te onderzoeken ten aanzien van de bijzondere situatie van de schuldeiser en ten aanzien van die van de schuldenaar. De uitvoeringsimmunititeit met betrekking tot de eigendommen van Staten die zich op het grondgebied van andere Staten bevinden, is immers een algemeen aanvaard internationaalrechtelijk beginsel waarvan de inwerkingstelling zich, onder voorbehoud van de hierna onderzochte uitzonderingen, niet tot een concrete evenredigheidstoets kan lenen.

B.15.2. De verzoekende partijen zijn eveneens van mening dat de bestreden maatregel onevenredig is in zoverre hij van toepassing is op alle eigendommen van buitenlandse mogendheden, met inbegrip van bankrekeningen, en niet enkel op die welke worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik om de continuïteit van de diplomatieke diensten te waarborgen.

B.15.3. In tegenstelling tot hetgeen de verzoekende partijen aanvoeren, beperkt het doel van de bestreden bepaling zich niet tot het vrijwaren van de werking van de diplomatieke en consulaire zendingen op het grondgebied, maar heeft het, in ruimere zin, ook betrekking op het behoud van de goede relaties die op internationaal vlak door België met buitenlandse mogendheden worden onderhouden. Ten aanzien van dat legitieme doel is het niet onevenredig te voorzien in een immunititeit die alle eigendommen van buitenlandse mogendheden omvat, en niet enkel de eigendommen die noodzakelijk zijn voor de werking van de diplomatieke diensten, aangezien de dwangmaatregelen met betrekking tot eender welk eigendom van een buitenlandse mogendheid een verslechtering van de diplomatieke betrekkingen van België met de betrokken Staat met zich mee kunnen brengen.

Met betrekking tot de voorwaarden waaronder een beslag kan worden toegestaan

B.16.1. Paragraaf 2 van artikel 1412*quinquies* voorziet in drie gevallen waarin, in afwijking van het algemene beginsel van de uitvoeringsimmunititeit, een bewarend of uitvoerend beslag kan worden toegestaan door de beslagrechter. Krachtens het 3^o van die paragraaf kan op de eigendommen die « in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de buitenlandse mogendheid voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden », beslag worden gelegd, aangezien het beslag enkel betrekking heeft « op eigendommen die verband houden met de entiteit waartegen de [...] titel » die ten grondslag ligt aan het beslag « [...] zich richt ». Daaruit vloeit voort dat de eigendommen van buitenlandse mogendheden die op het Belgische grondgebied zijn gelegen, in twee categorieën moeten worden ingedeeld. Op de eigendommen waarvan wordt bewezen dat zij worden gebruikt of dat zij beoogd zijn voor gebruik voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden, kan beslag worden gelegd. Op de eigendommen die worden gebruikt of die beoogd zijn voor gebruik voor niet-commerciële overheidsdoeleinden, kan in beginsel geen beslag worden gelegd.

De bepaling voorziet echter in twee gevallen waarin beslag kan worden gelegd op de eigendommen die tot die tweede categorie behoren. Krachtens het 1^o van de bepaling kan de beslagrechter een beslag met betrekking tot een eigendom die tot die categorie van in beginsel niet voor beslag vatbare eigendommen behoort, toestaan indien wordt bewezen dat de buitenlandse mogendheid « op uitdrukkelijke en specifieke wijze heeft ingestemd » met de vatbaarheid voor beslag ervan. Krachtens het 2^o van de bepaling kan de beslagrechter een beslag met betrekking tot een eigendom dat tot die categorie van in beginsel niet voor beslag vatbare eigendommen behoort, toestaan indien wordt bewezen dat de buitenlandse mogendheid « die eigendommen heeft gereserveerd of aangewezen ter voldoening van de vordering » die onderwerp is van de titel die ten grondslag ligt aan het beslag.

B.16.2. De grieven van de verzoekende partijen hebben betrekking op de vereiste, wat het 1^o van de bepaling betreft, dat de afstand van de immuniteit uitdrukkelijk en specifiek moet zijn en op de vereiste, wat het 3^o van de bepaling betreft, dat de betrokken eigendommen door de buitenlandse mogendheid voor andere dan commerciële doeleinden moeten worden gebruikt.

B.17.1. Met betrekking tot die laatste grief is de door de wetgever in het 3^o van artikel 1412*quinquies*, § 2, in aanmerking genomen formulering identiek aan die welke wordt gebruikt in het in B.13.2 aangehaalde artikel 19, c), van het Verdrag van de Verenigde Naties van 2 december 2004. Krachtens die bepaling kunnen de eigendommen van de vreemde Staat die in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de Staat voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden, het voorwerp van uitvoeringsmaatregelen uitmaken.

B.17.2. Die bepaling is eveneens in overeenstemming met het internationale gebruik, zoals het onder meer door het Internationaal Gerechtshof is vastgesteld :

« Het volstaat [...] vast te stellen dat er minstens één voorwaarde bestaat waaraan moet worden voldaan opdat een dwangmaatregel ten aanzien van een eigendom van een vreemde Staat kan worden genomen : dat de in het geding zijnde eigendom wordt gebruikt ten behoeve van een activiteit waarmee geen niet-commerciële overheidsdoeleinden worden nagestreefd, of [...] » (Int. Ger., 3 februari 2012, *Duitsland t. Italië, Griekenland tussenkomende partij*, § 118).

B.17.3. In zoverre het bepaalt dat een uitzondering wordt gemaakt op het beginsel van de uitvoeringsimmunititeit van de eigendommen van buitenlandse mogendheden indien wordt vastgesteld dat die eigendommen in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de buitenlandse mogendheid voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden, is artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek in overeenstemming met het internationaal publiekrecht en schendt het de in de middelen aangevoerde bepalingen dus niet.

B.18.1. Met betrekking tot de grief in verband met het 1^o van paragraaf 2 van de bestreden bepaling voorziet het in B.13.2 aangehaalde artikel 19 van het Verdrag van de Verenigde Naties van 2 december 2004 erin dat de Staten « uitdrukkelijk » kunnen instemmen met het nemen van executie maatregelen tegen eigendommen die worden gebruikt

of beoogd zijn voor gebruik voor niet-commerciële overheidsdoeleinden en dat in dat geval beslag erop kan worden gelegd. In het voormelde arrest van het Internationaal Gerechtshof wordt eveneens gepreciseerd dat het, teneinde te besluiten tot de mogelijkheid om beslag te leggen op een eigendom van een buitenlandse mogendheid, volstaat vast te stellen dat de vreemde Staat « uitdrukkelijk heeft ingestemd met het nemen van een executiemaatregel » (Int. Ger., *op. cit.*).

In zoverre het bepaalt dat het beslag door de rechter kan worden toegestaan indien wordt aangetoond dat de buitenlandse mogendheid « uitdrukkelijk » heeft ingestemd met de maatregel, gaat het 1^o van paragraaf 2 van artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek, dat bij de bestreden bepaling is ingevoerd, niet verder dan hetgeen door het voormelde Verdrag en door het internationale gebruik wordt vereist.

B.18.2. Daarentegen vereist artikel 19 van het Verdrag van de Verenigde Naties van 2 december 2004 niet dat de eigendommen waarop beslag wordt gelegd, door de buitenlandse mogendheid « op specifieke wijze » in die zin moeten zijn aangewezen dat zij het voorwerp van een executiemaatregel kunnen uitmaken. Het voormelde arrest van het Internationaal Gerechtshof bevat die voorwaarde evenmin. Door te vereisen dat de afstand van de immuniteit niet alleen uitdrukkelijk maar ook specifiek dient te zijn, gaat artikel 1412*quinquies*, § 2, 1^o, dus verder dan hetgeen het internationale gebruik ter zake vereist.

B.19.1. Bij de eigendommen van een buitenlandse mogendheid die op het grondgebied van het Koninkrijk zijn gelegen, dient evenwel een onderscheid te worden gemaakt tussen de eigendommen die worden gebruikt door de diplomatieke zendingen, de consulaire posten en de vertegenwoordigingen bij internationale organisaties en de andere eigendommen. Met betrekking tot de eerstgenoemde moet rekening worden gehouden met het Verdrag van Wenen van 18 april 1961 inzake diplomatiek verkeer en met de regel van internationaal gewoonterecht *ne impediatur legatio*.

B.19.2. Artikel 22, lid 3, van het Verdrag van Wenen van 18 april 1961 bepaalt :

« De gebouwen van de zending, het meubilair en andere daar aanwezige voorwerpen, alsmede de vervoermiddelen van de zending, zijn gevrijwaard tegen onderzoek, vordering, beslaglegging of executoriale maatregelen ».

Artikel 25 van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« De ontvangende Staat verleent de zending alle faciliteiten ten behoeve van de uitoefening van haar werkzaamheden ».

B.19.3. Bij een arrest van 22 november 2012 heeft het Hof van Cassatie geoordeeld :

« Krachtens de regel van internationaal gewoonterecht *ne impediatur legatio*, volgens welke de werking van de diplomatieke zending niet belemmerd mag worden, genieten alle goederen van die zending die dienen voor haar werking een autonome uitvoeringsimmuniteit die boven die van de [zendstaat] staat.

Daaruit volgt dat geen enkel beslag of dwangmaatregel kan worden toegepast op de goederen die aangewend worden voor de werking van een diplomatieke zending, tenzij de [zendstaat] uitdrukkelijk toestaat dat er voor die categorie goederen of een gedeelte van de categorie dwangmaatregelen worden genomen » (Cass., 22 november 2012, *Arr. Cass.*, 2012, nr. 630).

B.19.4. Uit die regel van internationaal gewoonterecht en uit de voormelde bepalingen van het Verdrag van Wenen vloeit voort, zoals het Hof van Cassatie in het voormelde arrest heeft geoordeeld, dat de eigendommen die worden aangewend voor de werking van de diplomatieke zendingen, met inbegrip van de bankrekeningen die erdoor worden gebruikt, worden gedekt door een bijzondere uitvoeringsimmuniteit die enkel kan worden opgeheven indien de buitenlandse mogendheid die schuldenaar is, op uitdrukkelijke en specifieke wijze afstand ervan doet.

B.20.1. In zoverre zij van toepassing is op de eigendommen die worden gebruikt door de diplomatieke zendingen van de in België geaccrediteerde buitenlandse mogendheden, met inbegrip van de bankrekeningen, gaat de vereiste dat de afstand van de uitvoeringsimmuniteit uitdrukkelijk en specifiek moet zijn, dus niet verder dan hetgeen voortvloeit uit de ter zake algemeen erkende internationaalrechtelijke regels. Zij schendt bijgevolg noch het door artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens gewaarborgde recht op toegang tot een rechter, noch het door artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag gewaarborgde recht op het ongestoord genot van de eigendom.

Daarentegen, in zoverre zij van toepassing is op de andere eigendommen van buitenlandse mogendheden die worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik voor niet-commerciële overheidsdoeleinden, gaat de vereiste dat de afstand van de uitvoeringsimmuniteit specifiek moet zijn, verder dan hetgeen voortvloeit uit de ter zake algemeen erkende internationaalrechtelijke regels. In die mate schendt zij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag.

B.20.2. Het Hof merkt overigens op dat de verantwoording voor het amendement dat heeft geleid tot het invoegen van het woord « specifieke » in 1^o van paragraaf 2 van artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek, enkel betrekking heeft op de « diplomatieke goederen van buitenlandse staten, waaronder de bankrekeningen van ambassades » (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1241/004, p. 3).

B.21. In artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 2 van de wet van 23 augustus 2015, dienen de woorden « en specifieke » te worden vernietigd, maar enkel in zoverre dat artikel van toepassing is op de eigendommen die niet worden aangewend voor de uitoefening van de taken van diplomatieke vertegenwoordigingen van de buitenlandse mogendheid of van haar consulaire posten, haar speciale zendingen, haar vertegenwoordigingen bij internationale organisaties of delegaties bij organen van internationale organisaties of bij internationale conferenties.

Met betrekking tot de verplichting om de voorafgaande toelating van de beslagrechter te verkrijgen

B.22. De verzoekende partijen zijn van mening dat de verplichting om vóór elk beslag op eigendommen van buitenlandse mogendheden de toelating van de beslagrechter te verkrijgen discriminerend is in zoverre zij enkel van toepassing is op de schuldeisers van buitenlandse mogendheden, in zoverre zij ertoe leidt dat die eigendommen in de praktijk niet vatbaar voor beslag worden, en in zoverre zij de schuldeiser verplicht om het bewijs te leveren dat een van de voormelde voorwaarden wordt vervuld, hetgeen een omkering van de bewijslast zou uitmaken, en terwijl dat bewijs, in het bijzonder wanneer het het derde geval betreft, onmogelijk te overleggen zou zijn, in elk geval wanneer het om bankrekeningen gaat.

B.23.1. De verplichting om de toelating van de beslagrechter vóór elk beslag op eigendommen van een buitenlandse mogendheid te verkrijgen werd in de bestreden bepaling ingevoerd bij een amendement dat ertoe strekt tegemoet te komen aan het advies van de Raad van State (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1241/004, p. 2), die had opgemerkt :

« Krachtens de voorgestelde bepaling zal beslag op de daarin bedoelde eigendommen mogelijk blijven wanneer die eigendommen ' in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik [...] voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden ' en alleen ' met dien verstande dat uitsluitend beslag kan worden gelegd op eigendommen die verband houden met de entiteit waartegen de uitvoerbare titel of de authentieke of onderhandse stukken, die al naargelang het geval ten grondslag ligt aan het beslag, zich richt '.

De vraag rijst of het niet raadzaam zou zijn te voorzien in een voorafgaande gerechtelijke procedure die het mogelijk maakt zich er nog vóór enig beslag van te vergewissen dat aan die voorwaarden is voldaan » (*Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-1241/003, p. 4*).

B.23.2. Uit de besprekingen in de Commissie voor de Justitie van de Kamer blijkt dat de wetgever meer rechtszekerheid wou bieden aan buitenlandse mogendheden. Aldus heeft de minister gepreciseerd :

« Het beslag kan momenteel worden gelegd binnen een dermate korte tijdsspanne en soms zonder dat een rechter optreedt, dat er niet vanuit mag worden gegaan dat wie daartoe overgaat het internationaal recht perfect kent. Het is dus de bedoeling rechtszekerheid te waarborgen in ons Gerechtelijk Wetboek. De plaatselijke beslagrechters en gerechtsdeurwaarders kennen het internationaal diplomatiek recht niet altijd goed » (*Parl. St., Kamer, 2014-2015, DOC 54-1241/005, p. 9*).

B.23.3. De wetgever heeft zich bovendien geïnspireerd op de soortgelijke procedure waarin in artikel 1412^{quater} van het Gerechtelijk Wetboek is voorzien, waarbij, enerzijds, de principiële niet-vatbaarheid voor beslag wordt vastgesteld van de tegoeden die door buitenlandse centrale banken en internationale monetaire autoriteiten in België worden aangehouden of beheerd, en, anderzijds, ook de uitzondering op dat beginsel wordt bepaald wanneer de schuldeiser kan aantonen dat de tegoeden waarop hij beslag wenst te leggen, uitsluitend bestemd zijn voor een economische of commerciële privaatrechtelijke activiteit.

B.24. Om de in B.8.3 en B.8.4 vermelde redenen is het criterium waarop het verschil in behandeling tussen de schuldeisers van buitenlandse mogendheden en alle andere schuldeisers berust, die in de regel geen voorafgaande toelating van de rechter moeten verkrijgen om over te gaan tot een dwangmaatregel ten aanzien van het vermogen van hun schuldenaar, objectief en pertinent. De bijzondere situatie van de schuldenaars die buitenlandse mogendheden zijn en de regels met betrekking tot de soevereiniteit van Staten kunnen verantwoorden dat de wetgever het leggen van beslag op eigendommen die hun op het Belgische grondgebied toebehoren, heeft willen onderwerpen aan een procedure die kan waarborgen dat de inachtneming van zowel het interne recht als het internationaal publiekrecht wordt verzekerd. In dat verband is het niet zonder redelijke verantwoording om vóór elke uitvoeringsmaatregel het optreden van een gespecialiseerd rechter op te leggen.

B.25.1. Met betrekking tot de grieven van de verzoekende partijen over de omkering van de bewijslast die door de bestreden bepaling zou worden teweeggebracht, is het juist dat de gewone procedure tot betwisting *a posteriori* van het gelegde beslag, voor de beslagrechter, beide partijen ertoe kan brengen samen te werken om het bewijs te leveren van de bestemming van de eigendommen waarop beslag is gelegd. Een dergelijke samenwerking is per definitie onmogelijk wanneer vooraf bij de rechter op eenzijdig verzoekschrift een verzoek om toelating tot het nemen van een uitvoeringsmaatregel wordt ingediend en de schuldenaar bijgevolg niet ervan op de hoogte wordt gebracht. Krachtens paragraaf 2 van artikel 1412^{quinquies} van het Gerechtelijk Wetboek komt het enkel de schuldeiser toe aan te tonen dat aan een van de voorwaarden is voldaan waardoor van het beginsel van niet-vatbaarheid voor beslag kan worden afgeweken.

B.25.2. Daaruit volgt evenwel niet dat de bestreden bepaling een onverantwoorde omkering van de bewijslast zou teweegbrengen of dat het op de schuldeisers rustende bewijs onmogelijk te overleggen zou zijn, zelfs wanneer het de bedoeling is aan te tonen dat de eigendommen waarop de overwogen uitvoeringsmaatregel betrekking heeft, worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden. Aldus lijkt bijvoorbeeld het bewijs van het gebruik van eigendommen, van onroerende of roerende aard, voor niet-overheidsdoeleinden niet in alle gevallen onmogelijk te leveren.

B.26.1. Wat specifiek de bankrekeningen van een ambassade betreft, moet worden opgemerkt dat zij een vermoeden van aanwending voor soevereine doeleinden genieten, krachtens een regel van internationaal gewoonterecht. Dat vermoeden wordt bevestigd bij artikel 21 van het Verdrag van New York van 2 december 2004, dat bepaalt :

« 1. Met name de volgende categorieën van eigendommen van een staat worden niet aangemerkt als eigendommen die in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de staat voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden uit hoofde van artikel 19, onderdeel c :

a) eigendommen, met inbegrip van banktegoeden, die worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik bij de uitoefening van de taken van diplomatieke vertegenwoordigingen van de staat of zijn consulaire posten, speciale missies, vertegenwoordigingen bij internationale organisaties of delegaties bij organen van internationale organisaties of bij internationale conferenties;

[...] ».

B.26.2. Daarenboven vormen de rekeningafschriften en bankdocumenten een archief en documenten die bij artikel 24 van het Verdrag van Wenen van 18 april 1961 inzake diplomatiek verkeer worden beschermd, volgens hetwelk zij onschendbaar zijn. Uit die onschendbaarheid vloeit voort dat de vreemde Staat niet ertoe kan worden gedwongen ze in rechte te overleggen, zodat de rechter de schuldenaar, buitenlandse mogendheid, niet ertoe zou kunnen verplichten te bewijzen dat die fondsen voor niet-commerciële overheidsdoeleinden worden gebruikt.

B.26.3. Het « vrijwel niet voor beslag vatbare » karakter van de door ambassades, consulaten en diplomatieke vertegenwoordigingen van vreemde Staten in België gebruikte bankrekeningen, dat door de verzoekende partijen wordt bekritiseerd, vindt zijn oorsprong dan ook niet in de bestreden wet, maar wel in de verdrags- en gewoonterechtelijke regels van het internationaal publiekrecht.

B.27.1. Uit het voorgaande vloeit voort dat de bestreden bepaling geen aantasting van de rechten van de schuldeisers met zich meebrengt die onevenredig is ten opzichte van het nagestreefde doel dat erin bestaat de goede diplomatieke betrekkingen van de Belgische Staat met vreemde Staten te behouden.

B.27.2. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met, enerzijds, artikel 13 van de Grondwet en artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en, anderzijds, artikel 16 van de Grondwet en artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag, worden niet geschonden door artikel 1412^{quinquies} van het Gerechtelijk Wetboek in zoverre het de schuldeiser van een buitenlandse mogendheid verplicht om de toelating van de beslagrechter te verkrijgen vóór de uitvoering van een dwangmaatregel ten aanzien van de in België gelegen eigendommen van zijn schuldenaar.

B.28. Onverminderd de vernietiging van artikel 1412^{quinquies} van het Gerechtelijk Wetboek in de in B.21 aangegeven mate, zijn het eerste middel (eerste en tweede onderdeel) tot en met het derde middel in de zaak nr. 6372 en het eerste en het tweede middel in de zaak nr. 6373 niet gegrond.

Ten aanzien van de bestaanbaarheid van de bestreden bepaling met de Brussel Ibis-Verordening

B.29.1. Met het derde onderdeel van het eerste middel klaagt de verzoekende partij in de zaak nr. 6372 aan dat de bestreden wet afbreuk doet aan de door de Brussel Ibis-Verordening gewaarborgde rechten.

B.29.2. Artikel 39 van die verordening bepaalt :

« Een in een lidstaat gegeven beslissing die in die lidstaat uitvoerbaar is, is in andere lidstaten uitvoerbaar zonder dat een verklaring van uitvoerbaarheid is vereist ».

Artikel 41, lid 1, van dezelfde verordening bepaalt :

« Onder voorbehoud van het bepaalde in deze afdeling, wordt de procedure voor tenuitvoerlegging van in een andere lidstaat gegeven beslissingen beheerst door het recht van de aangezochte lidstaat. Een in een lidstaat gegeven beslissing die in de aangezochte lidstaat uitvoerbaar is, wordt er onder dezelfde voorwaarden ten uitvoer gelegd als een in de aangezochte lidstaat gegeven beslissing ».

B.30.1. Artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek heeft noch tot doel, noch tot gevolg de aan rechterlijke uitspraken verbonden uitvoerbare kracht te belemmeren, ongeacht of die in België of in de andere lidstaten worden gegeven. De principiële niet-vatbaarheid voor beslag die het invoert met betrekking tot de eigendommen van buitenlandse mogendheden, beperkt de mogelijkheden tot uitvoering van de beslissingen over bepaalde eigendommen maar doet als dusdanig geen afbreuk aan het uitvoerbare karakter van de beslissingen en verhindert de schuldeisers trouwens niet om de beslissingen te laten uitvoeren die zij hebben verkregen over de eigendommen die, krachtens de bij paragraaf 2 van die bepaling vastgestelde uitzonderingen op het beginsel van de niet-vatbaarheid voor beslag, het voorwerp van dwangmaatregelen kunnen uitmaken.

B.30.2. Voor het overige kan de Brussel *Ibis*-Verordening niet worden geïnterpreteerd op een wijze die haar strijdig maakt met de gewoonterechtelijke regels van internationaal recht waarbij het beginsel van de uitvoeringsimmunititeit met betrekking tot de eigendommen van buitenlandse mogendheden wordt vastgesteld.

B.30.3. Rekening houdend met hetgeen voorafgaat, bestaat er geen aanleiding om aan het Hof van Justitie van de Europese Unie de door de Ministerraad in uiterst ondergeschikte orde gesuggereerde vraag te stellen.

B.31. Het derde onderdeel van het eerste middel in de zaak nr. 6372 is niet gegrond.

Ten aanzien van het toepassingsgebied ratione personae van artikel 1412quinquies

B.32. Het vierde middel in de zaak nr. 6372 en het vierde middel in de zaak nr. 6373 betreffen artikel 1412*quinquies*, § 3, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek. De grieven van de verzoekende partijen hebben betrekking op het vage en te ruime karakter van het begrip « buitenlandse mogendheid » en op de uitbreiding van de draagwijdte van de niet-vatbaarheid voor beslag tot de eigendommen van de in die bepaling opgesomde entiteiten, met inbegrip van de entiteiten die niet over rechtspersoonlijkheid beschikken. Het te ruime toepassingsgebied van de niet-vatbaarheid voor beslag zou op discriminerende wijze afbreuk doen aan de rechten van de schuldeisers van buitenlandse mogendheden.

B.33.1. De wetgever heeft het toepassingsgebied van de bestreden bepaling aangepast aan dat van artikel 1412*ter* van het Gerechtelijk Wetboek, waarin dezelfde begrippen worden gebruikt als die welke door de verzoekende partijen worden bekritiseerd (*Parl. St.*, Kamer, 2014-2015, DOC 54-1241/005, p. 7). Die bepaling voorziet in de niet-vatbaarheid voor beslag van de cultuurgoederen van buitenlandse mogendheden die zich op het Belgische grondgebied bevinden met het oog op een openbare en tijdelijke tentoonstelling op dat grondgebied.

B.33.2. In de memorie van toelichting bij het ontwerp van wet waarbij artikel 1412*ter* in het Gerechtelijk Wetboek is ingevoegd (wet van 14 juni 2004 tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op het instellen van een uitvoeringsimmunititeit ten aanzien van buitenlandse cultuurgoederen die in België voor het publiek vertoond worden), wordt vermeld dat de auteur van het voorontwerp aanvankelijk het begrip « buitenlandse mogendheid » had gebruikt om ook de internationale organisaties te beogen (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-1051/001, p. 5). De Raad van State heeft evenwel doen opmerken dat hij zo leek af te wijken van de gebruikelijke betekenis van het begrip (*ibid.*, p. 9), zodat het toepassingsgebied van de bepaling bij paragraaf 3, vierde lid, ervan uitdrukkelijk werd uitgebreid tot de cultuurgoederen van internationale organisaties.

Hetzelfde geldt voor artikel 1412*quinquies*, dat uitdrukkelijk voorziet in de toepassing ervan op de eigendommen van internationale organisaties in paragraaf 3, tweede lid, ervan, waarin het begrip « buitenlandse mogendheid » overigens tegenover het begrip « publiekrechtelijke supranationale of internationale organisatie » wordt geplaatst.

B.33.3. Daaruit moet worden besloten dat de bestreden bepaling, door het gebruik van de term « buitenlandse mogendheid », de vreemde Staten beoogt, in de betekenis die dat begrip in het internationaal publiekrecht heeft, zodat dat begrip niet vaag is en het gebruik ervan geen discriminerende aantasting van de rechten van de schuldeisers met zich meebrengt.

B.34.1. De begrippen « deelgebied », « geleding » en « territoriaal gedecentraliseerd bestuur » zijn bekend in het internationaal publiekrecht en leiden evenmin tot verwarring. Het begrip « andere politieke opdeling » maakt het mogelijk de subnationale entiteiten te beogen die door een vreemde Staat onder een bepaalde benaming zouden kunnen worden opgericht en waarvan de eigendommen, zo niet, buiten de bescherming zouden kunnen vallen.

B.34.2. Daarenboven wordt in artikel 2 van het voormelde Verdrag van de Verenigde Naties van 2 december 2004 gepreciseerd dat, voor de toepassing van dat Verdrag, onder « staat » met name « de onderdelen van een federale staat of de staatkundige onderdelen van de staat » wordt verstaan. Het begrip « politieke opdeling » is bijgevolg noch nieuw, noch onbekend in het internationaal publiekrecht.

B.35. Ten slotte kan het doel van het behoud van de goede diplomatieke en internationale betrekkingen van België een verantwoording vormen voor het beschermen van niet alleen de eigendommen van Staten, maar ook van de eigendommen van de entiteiten, besturen, geledingen en politieke opdelingen waaruit de Staat bestaat, in zoverre een dwangmaatregel die wordt uitgeoefend ten aanzien van die eigendommen, op dezelfde wijze als een gelijkwaardige maatregel die wordt uitgeoefend ten aanzien van eigendommen die rechtstreeks aan de Staat toebehoren, tot gevolg kan hebben dat afbreuk wordt gedaan aan de goede diplomatieke betrekkingen van België met de betrokken Staat.

B.36. Het vierde middel in de zaak nr. 6372 en het vierde middel in de zaak nr. 6373 zijn niet gegrond.

Ten aanzien van het verschil in behandeling tussen contractuele schuldeisers en buitencontractuele schuldeisers

B.37. Met het derde middel in de zaak nr. 6373 vraagt de verzoekende partij het Hof om het verschil in behandeling te onderzoeken dat bij artikel 1412*quinquies*, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek in het leven zou worden geroepen tussen de schuldeisers van een buitenlandse mogendheid, naargelang de schuldvordering die zij doen gelden, haar oorsprong in een overeenkomst of in een niet-contractuele verplichting vindt, in zoverre aan de eerste twee in die bepaling vermelde gevallen waarin de beslagrechter een uitvoeringsmaatregel toestaat ten aanzien van de eigendommen van een buitenlandse mogendheid, gemakkelijker en zelfs uitsluitend zou kunnen worden tegemoetgekomen in de hypothese van een schuldvordering die uit een contractuele relatie tussen de buitenlandse mogendheid en haar schuldenaar is ontstaan.

B.38.1. De bestreden bepaling voert geen verschil in behandeling tussen schuldeisers in volgens de contractuele of buitencontractuele oorsprong van hun schuldvordering. Alle schuldeisers van buitenlandse mogendheden worden met dezelfde immuniteiten geconfronteerd en beschikken over dezelfde mogelijkheden om van die immuniteiten af te wijken.

B.38.2. Het is juist dat de schuldeiser die een contractuele relatie met zijn schuldenaar heeft gehad, bij de precontractuele onderhandelingen ervoor heeft kunnen zorgen dat hem een mogelijkheid tot afwijking van de immuniteit met betrekking tot de eigendommen van buitenlandse mogendheden werd geboden door in de overeenkomst een beding te laten opnemen waarbij de buitenlandse mogendheid, schuldenaar, bepaalde eigendommen heeft gereserveerd of aangewezen ter voldoening van de vordering indien de overeenkomst niet zou worden uitgevoerd.

B.38.3. Het feit dat een dergelijke mogelijkheid niet bestaat voor een schuldeiser wiens schuldvordering een buitencontractuele oorsprong heeft, brengt echter geen discriminatie teweeg die in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, aangezien de bestreden bepaling twee andere gevallen bevat waarin van het beginsel van de immuniteit met betrekking tot de eigendommen van buitenlandse mogendheden wordt afgeweken. Aldus wordt *a priori* niet uitgesloten dat een buitencontractuele schuldeiser kan aantonen dat zijn schuldenaar op uitdrukkelijke en, onverminderd de vernietiging van artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek in de in B.21 aangegeven mate, specifieke wijze heeft ingestemd met de vatbaarheid voor beslag van bepaalde eigendommen die hem toebehoren. Ten slotte bestaat de mogelijkheid om vast te stellen dat bepaalde eigendommen in het bijzonder worden gebruikt of beoogd zijn voor gebruik door de buitenlandse mogendheid voor andere dan niet-commerciële overheidsdoeleinden, op identieke wijze voor contractuele en buitencontractuele schuldeisers.

B.39. Het derde middel in de zaak nr. 6373 is niet gegrond.

Ten aanzien van de ontstentenis van overgangsbepalingen

B.40.1. Het vijfde middel in de zaak nr. 6372 is afgeleid uit de schending van de in B.3 aangehaalde referentienormen, in samenhang gelezen met het rechtszekerheidsbeginsel. De verzoekende partij klaagt aan dat de wetgever heeft nagelaten om de bestreden wet gepaard te doen gaan met overgangsbepalingen, zodat zij niet alleen van toepassing is op de uitvoering van schuldvorderingen die na de inwerkingtreding ervan zijn ontstaan, maar ook op de uitvoering van schuldvorderingen die vóór de inwerkingtreding ervan zijn ontstaan, en zelfs op de beslagprocedures die op het ogenblik van de inwerkingtreding ervan aan de gang waren.

B.40.2. Zoals de Ministerraad doet opmerken, kan de geldigheid van het beslag dat vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet zonder de voorafgaande toelating van de beslagrechter is gelegd, krachtens de regels met betrekking tot de toepassing van de wetten in de tijd, niet alleen om die reden in het geding worden gebracht. De rechter bij wie een verzet tegen een beslag van vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet aanhangig is gemaakt, past op dat beslag het recht toe dat op het ogenblik van het beslag van kracht is. Daarentegen kan, sedert de inwerkingtreding van de bestreden wet, geen enkel beslag op eigendommen van een buitenlandse mogendheid worden gelegd zonder de voorafgaande toelating van de rechter, die de bij artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek vastgestelde voorwaarden met betrekking tot de afwijkingen van het beginsel van de niet-vatbaarheid voor beslag van de eigendommen van buitenlandse mogendheden toepast.

B.41.1. Wanneer de wetgever meent dat een beleidsverandering noodzakelijk is, kan hij beslissen daaraan een onmiddellijk gevolg te geven en in beginsel is hij niet ertoe gehouden te voorzien in een overgangsregeling. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn slechts geschonden indien de ontstentenis van een overgangsmaatregel leidt tot een verschil in behandeling waarvoor geen redelijke verantwoording bestaat of indien aan het vertrouwensbeginsel op buitensporige wijze afbreuk wordt gedaan. Het vertrouwensbeginsel is nauw verbonden met het rechtszekerheidsbeginsel, dat de wetgever verbiedt om zonder objectieve en redelijke verantwoording afbreuk te doen aan het belang van de rechtsonderhorigen om in staat te zijn de rechtsgevolgen van hun handelingen te voorzien.

B.41.2. Uit het onderzoek van de eerste drie middelen in de zaak nr. 6372 en van de eerste twee middelen in de zaak nr. 6373 is gebleken dat het bestreden artikel 1412*quinquies* van het Gerechtelijk Wetboek, onder voorbehoud van de vernietiging ervan in de in B.21 aangegeven mate, met betrekking tot het beginsel van de uitvoeringsimmuniteit van de eigendommen van buitenlandse mogendheden en de voorwaarden waaronder het mogelijk is ervan af te wijken, niet afwijkt van de in het internationaal gewoonterecht algemeen aanvaarde regels, regels die vóór de inwerkingtreding van de bestreden wet reeds door de Belgische rechtscollèges werden toegepast. In dat verband is het verschil in behandeling dan ook onbestaande.

Daarenboven, om de in B.22 tot B.27 vermelde redenen, is de verplichting om vóór de uitvoering van een dwangmaatregel ten aanzien van de eigendommen van een buitenlandse mogendheid de toelating van de beslagrechter te verkrijgen, verantwoord ten opzichte van het door de wetgever nagestreefde legitieme doel en doet zij niet op onevenredige wijze afbreuk aan de rechten van de schuldeisers. Die verplichting is overigens niet van dien aard dat zij een schuldeiser verhindert om beslag te leggen op de eigendommen van zijn schuldenaar indien hij kan aantonen dat aan de voorwaarden van een van de afwijkingsmogelijkheden is voldaan.

B.41.3. De ontstentenis van een overgangsbepaling en de onmiddellijke inwerkingtreding van de bestreden wet doen bijgevolg geen afbreuk aan het recht op rechtszekerheid van de betrokken schuldeisers.

Het vijfde middel in de zaak nr. 6372 is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt de woorden « en specifieke » in artikel 1412*quinquies*, § 2, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoerd bij artikel 2 van de wet van 23 augustus 2015 « tot invoeging van een artikel 1412*quinquies* in het Gerechtelijk Wetboek, houdende het beslag op eigendommen van een buitenlandse mogendheid of van een publiekrechtelijke supranationale of internationale organisatie », doch enkel in zoverre het wordt toegepast op het beslag met betrekking tot andere eigendommen dan de eigendommen, met inbegrip van banktegoeden, die worden gebruikt bij de uitoefening van de taken van diplomatieke vertegenwoordigingen van de buitenlandse mogendheid of haar consulaire posten, haar speciale zendingen, haar vertegenwoordigingen bij internationale organisaties of delegaties bij organen van internationale organisaties of bij internationale conferenties;

- verwerpt de beroepen voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 27 april 2017.

De griffier,

F. Meersschaut

De voorzitter,

J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2017/202343]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 48/2017 vom 27. April 2017

Geschäftsverzeichnisnummern. 6372 und 6373

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 23. August 2015 «zur Einfügung eines Artikels 1412*quinquies* zur Regelung der Pfändung von Gütern einer fremden Macht oder einer öffentlich-rechtlichen supranationalen oder internationalen Organisation in das Gerichtsgesetzbuch», erhoben von der Gesellschaft nach dem Recht der Kaimaninseln «NML Capital Ltd» und von der Gesellschaft nach dem Recht der Insel Man «Yukos Universal Limited».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klagen und Verfahren*

Mit Klageschriften, die dem Gerichtshof mit am 1. März 2016 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 2. und 3. März 2016 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben jeweils Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 23. August 2015 «zur Einfügung eines Artikels 1412*quinquies* zur Regelung der Pfändung von Gütern einer fremden Macht oder einer öffentlich-rechtlichen supranationalen oder internationalen Organisation in das Gerichtsgesetzbuch» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. September 2015): die Gesellschaft nach dem Recht der Kaimaninseln «NML Capital Ltd», unterstützt und vertreten durch RA F. Mourlon Beernaert und RÄin P. Gennari Curlo, in Brüssel zugelassen, und die Gesellschaft nach dem Recht der Insel Man «Yukos Universal Limited», unterstützt und vertreten durch RA H. Boularbah, RA N. Angelet und RA F. Judo, in Brüssel zugelassen.

Diese unter den Nummern 6372 und 6373 ins Geschäftsverzeichnis des Gerichtshofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Die beiden Nichtigkeitsklagen beziehen sich auf das Gesetz vom 23. August 2015 «zur Einfügung eines Artikels 1412*quinquies* zur Regelung der Pfändung von Gütern einer fremden Macht oder einer öffentlich-rechtlichen supranationalen oder internationalen Organisation in das Gerichtsgesetzbuch» (nachstehend: Gesetz vom 23. August 2015), das nur zwei Artikel umfasst und dessen Artikel 2 bestimmt:

«In Teil V Titel I Kapitel V des Gerichtsgesetzbuches wird ein Artikel 1412*quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

’ Art. 1412*quinquies*. § 1. Unter Vorbehalt der Anwendung von bindenden supranationalen und internationalen Bestimmungen sind die Güter einer fremden Macht, die sich auf dem Staatsgebiet des Königreichs befinden, einschließlich der Bankguthaben, die dort von dieser fremden Macht gehalten oder verwaltet werden, insbesondere bei Ausübung der Aufgaben der diplomatischen oder konsularischen Vertretungen dieser fremden Macht, ihrer Sonderaufträge, ihrer Aufträge bei internationalen Organisationen oder ihrer Beauftragungen in den Organen von internationalen Organisationen oder bei internationalen Konferenzen unpfändbar.

§ 2. In Abweichung von § 1 kann der Gläubiger mit Vollstreckungstitel oder mit öffentlichem oder privatschriftlichem Rechtstitel, der je nach Fall als Grundlage für die Pfändung dient, eine Antragschrift beim Pfändungsrichter einreichen, um die Erlaubnis einzuholen, die in § 1 erwähnten Vermögenswerte der fremden Macht zu pfänden, vorausgesetzt, er weist nach, dass eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist:

1. Die fremde Macht hat der Pfändbarkeit dieser Güter ausdrücklich und spezifisch zugestimmt.

2. Die fremde Macht hat diese Güter für die Erfüllung der Forderung reserviert oder bestimmt, die Gegenstand des Vollstreckungstitels oder des öffentlichen oder privatschriftlichen Rechtstitels ist, der je nach Fall als Grundlage für die Pfändung dient.

3. Wenn festgestellt wird, dass diese Güter insbesondere für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden, und sich auf dem Staatsgebiet des Königreichs befinden, wobei die Pfändung ausschließlich Güter betreffen darf, die im Zusammenhang mit dem Teilgebiet stehen, das im Vollstreckungstitel oder im öffentlichen oder privatschriftlichen Rechtstitel, der je nach Fall als Grundlage für die Pfändung dient, erwähnt ist.

§ 3. Die in § 1 erwähnte Immunität und die in § 2 erwähnten Ausnahmen von dieser Immunität sind ebenfalls anwendbar auf die in diesen Paragraphen erwähnten Güter, wenn sie kein Eigentum der fremden Macht selber, sondern Eigentum eines föderierten Teilgebiets dieser fremden Macht – selbst wenn dieses Teilgebiet keine internationale Rechtspersönlichkeit besitzt –, einer Abspaltung dieser fremden Macht im Sinne von Artikel 1412*ter* § 3 Absatz 2 oder einer dezentralisierten Gebietskörperschaft oder anderen politischen Gliederung dieser fremden Macht sind.

Die in § 1 erwähnte Immunität und die in § 2 erwähnten Ausnahmen von dieser Immunität sind ebenfalls anwendbar auf die in diesen Paragraphen erwähnten Güter, wenn sie kein Eigentum einer fremden Macht, aber Eigentum einer öffentlich-rechtlichen supranationalen oder internationalen Organisation sind, die diese Güter nutzt oder darauf abzielt, sie zu nutzen für Zwecke, die mit nichtkommerziellen öffentlichen Dienstleistungszwecken vergleichbar sind. ’».

In Bezug auf die Prüfung der Klagegründe

B.2.1. Der Gerichtshof prüft die fünf Klagegründe in der Rechtssache Nr. 6372 und die vier Klagegründe in der Rechtssache Nr. 6373, indem er sie auf folgende Weise zusammenlegt:

- die Beschwerdegründe bezüglich des Grundsatzes der Unpfändbarkeit von Gütern einer fremden Macht und der Ausnahmen zu diesem Grundsatz, insofern dadurch einerseits eine Diskriminierung zwischen den Gläubigern einer fremden Macht und allen anderen Gläubigern (erster und dritter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 und zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373) und andererseits eine Diskriminierung zwischen den Gläubigern einer fremden Macht und den Gläubigern einer belgischen juristischen Person des öffentlichen Rechts (erster Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373 und zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372) eingeführt werde;

- der Beschwerdegrund bezüglich der Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmung mit den Artikeln 10, 11 und 16 der Verfassung in Verbindung mit der Verordnung (EU) Nr. 1215/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2012 über die gerichtliche Zuständigkeit und die Anerkennung und Vollstreckung von Entscheidungen in Zivil- und Handelssachen (die so genannte «Brüssel-Ia-Verordnung») (erster Klagegrund, dritter Teil in der Rechtssache Nr. 6372);

- die Beschwerdegründe bezüglich des Anwendungsbereichs *ratione personae* von Artikel 1412quinquies (vierter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 und vierter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373);

- der Beschwerdegrund bezüglich des Behandlungsunterschieds zwischen vertraglichen Gläubigern und außervertraglichen Gläubigern (dritter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373);

- der Beschwerdegrund bezüglich des Fehlens von Übergangsbestimmungen (fünfter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372).

B.2.2. Der Gerichtshof begrenzt seine Prüfung auf die Teile der angefochtenen Bestimmungen, gegen die tatsächlich Beschwerdegründe gerichtet sind.

Kein Beschwerdegrund betrifft Paragraph 3 Absatz 2 des angefochtenen Artikels 1412quinquies, durch den die grundsätzliche Immunität und ihre Ausnahmen auf die Güter von öffentlich-rechtlichen supranationalen oder internationalen Organisationen zur Anwendung gebracht werden.

In Bezug auf die Referenznormen

B.3. Die Klagegründe sind aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit einerseits Artikel 13 der Verfassung und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und andererseits Artikel 16 der Verfassung und Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet. Der dritte Teil des ersten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6372 ist außerdem abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 16 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit der «Brüssel-Ia-Verordnung». Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 ist außerdem abgeleitet aus einem Verstoß gegen den Grundsatz der Rechtssicherheit.

B.4.1. Artikel 13 der Verfassung bestimmt:

«Niemand darf gegen seinen Willen seinem gesetzlichen Richter entzogen werden».

B.4.2. Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Jedermann hat Anspruch darauf, dass seine Sache in billiger Weise öffentlich und innerhalb einer angemessenen Frist gehört wird, und zwar von einem unabhängigen und unparteiischen, auf Gesetz beruhenden Gericht, das über zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen oder über die Stichhaltigkeit der gegen ihn erhobenen strafrechtlichen Anklage zu entscheiden hat. Das Urteil muss öffentlich verkündet werden, jedoch kann die Presse und die Öffentlichkeit während der gesamten Verhandlung oder eines Teils derselben im Interesse der Sittlichkeit, der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit in einem demokratischen Staat ausgeschlossen werden, oder wenn die Interessen von Jugendlichen oder der Schutz des Privatlebens der Prozessparteien es verlangen oder, und zwar unter besonderen Umständen, wenn die öffentliche Verhandlung die Interessen der Gerechtigkeit beeinträchtigen würde, in diesem Falle jedoch nur in dem nach Auffassung des Gerichts erforderlichen Umfang».

B.4.3. Diese beiden Bestimmungen gewährleisten das Recht auf gerichtliches Gehör durch einen zuständigen Richter, das ohne Diskriminierung gewährt werden muss und zu dem dasjenige gehört, die Vollstreckung des ergangenen Urteils oder Entscheids zu erwirken. Diesbezüglich urteilt der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte nach ständiger Rechtsprechung, dass das Recht auf die Vollstreckung einer gerichtlichen Entscheidung einer der Aspekte des Rechts auf ein Gericht ist (u.a. EuGHMR, 19. März 1997, *Hornsby* gegen Griechenland, § 40; 9. April 2015, *Tchokontio Happi* gegen Frankreich, § 44).

B.5.1. Artikel 16 der Verfassung bestimmt:

«Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn zum Nutzen der Allgemeinheit, in den Fällen und in der Weise, die das Gesetz bestimmt, und gegen gerechte und vorherige Entschädigung».

B.5.2. Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«Jede natürliche oder juristische Person hat ein Recht auf Achtung ihres Eigentums. Niemandem darf sein Eigentum entzogen werden, es sei denn, dass das öffentliche Interesse es verlangt, und nur unter den durch Gesetz und durch die allgemeinen Grundsätze des Völkerrechts vorgesehenen Bedingungen.

Die vorstehenden Bestimmungen beeinträchtigen jedoch in keiner Weise das Recht des Staates, diejenigen Gesetze anzuwenden, die er für die Regelung der Benutzung des Eigentums im Einklang mit dem Allgemeininteresse oder zur Sicherung der Zahlung der Steuern oder sonstigen Abgaben oder von Geldstrafen für erforderlich hält».

B.5.3. Der Begriff «Eigentum» im Sinne dieser Bestimmung umfasst nicht nur das aktuelle Eigentum, sondern auch die Forderungen, sofern sie eine ausreichende Grundlage im innerstaatlichen Recht aufweisen, beispielsweise weil sie durch ein Endurteil bestätigt wurden (EuGHMR, 25. Juni 2009, *Zouboulidis* gegen Griechenland, § 28; 3. Oktober 2013, *Giavi* gegen Griechenland, §§ 39-40; 4. Februar 2014, *Staibano u.a.* gegen Italien, §§ 40-41). Eine Forderung zu Lasten einer fremden Macht, die durch eine endgültige gerichtliche Entscheidung festgestellt wurde, kann ein Eigentum in diesem Sinne darstellen, sodass Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls darauf anwendbar ist.

B.5.4. Da Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls eine analoge Tragweite hat wie Artikel 16 der Verfassung, bilden die darin enthaltenen Garantien ein untrennbares Ganzes, sodass der Gerichtshof dies bei seiner Prüfung des angefochtenen Gesetzes berücksichtigt.

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagegründe

B.6.1. Der Ministerrat führt mehrfach die Unzulässigkeit der Klagegründe an, weil die klagenden Parteien nicht darlegten, inwiefern gegen die angeführten Referenznormen verstoßen werde oder weil die verglichenen Kategorien von Personen nicht deutlich seien.

B.6.2. Aus den weitläufig zwischen den Parteien ausgetauschten Argumenten geht hinlänglich hervor, dass der Ministerrat die Tragweite der Klagegründe verstanden hat und ausführlich darauf hat antworten können. Darüber hinaus genügt es, wenn ein Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung in Verbindung mit einem anderen Grundrecht angeführt wird, zu präzisieren, inwiefern gegen dieses Grundrecht verstoßen wird. Die Kategorie von Personen, für die gegen dieses Grundrecht verstoßen wird, muss nämlich mit der Kategorie von Personen verglichen werden, der dieses Grundrecht gewährleistet wird.

B.6.3. Die Einreden der Unzulässigkeit gegen die Klagegründe werden abgewiesen.

In Bezug auf den Grundsatz der Unpfändbarkeit der Güter einer fremden Macht und in Bezug auf die Ausnahmen zu diesem Grundsatz

Hinsichtlich des Grundsatzes der Vollstreckungsimmunität bezüglich der Güter von fremden Mächten

B.7.1. Durch das angefochtene Gesetz wird mit Paragraph 1 von Artikel 1412quinquies, der in das Gerichtsgesetzbuch eingefügt wird, der Grundsatz der Unpfändbarkeit der Güter einer fremden Macht festgelegt. Durch Paragraph 2 dieser Bestimmung wird jedoch eine Ausnahme zu diesem Grundsatz vorgenommen, wenn bestimmte Bedingungen erfüllt sind.

B.7.2. In den Erläuterungen zu dem Vorschlag, aus dem das angefochtene Gesetz hervorgegangen ist, heißt es, dass es «regelmäßig diplomatische Zwischenfälle mit Drittstaaten [gab], weil ein belgischer Gerichtsvollzieher auf Antrag eines Gläubigers Güter pfändet, die diesen Staaten gehören», und dass es sich «oft um Bankkonten einer Botschaft eines Drittstaates in unserem Land» handelte. Daher wurde vorgeschlagen, eine grundsätzliche Unpfändbarkeit einzuführen und die «kurz bevorstehende Ratifizierung des Übereinkommens der Vereinten Nationen von 2004 über die Immunität der Staaten und ihres Vermögens von der Gerichtsbarkeit, durch das eine solche grundsätzliche Unpfändbarkeit auferlegt wird, durch unser Land» zu berücksichtigen, sodass der Gesetzgeber auf die Ratifizierung und das Inkrafttreten dieses Übereinkommens vorgegriffen hat (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1241/001, S. 3).

B.8.1. Im ersten bis dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 und im ersten und zweiten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373 bemängeln die klagenden Parteien, dass durch den angefochtenen Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches ungerechtfertigte Behandlungsunterschiede eingeführt würden in Bezug auf das Recht auf gerichtliches Gehör und das Eigentumsrecht zwischen den Gläubigern von fremden Mächten und allen anderen Gläubigern, einschließlich der Gläubiger von belgischen juristischen Personen des öffentlichen Rechts. Sie führen an, dass nur die Erstgenannten mit einer von ihnen als praktisch vollständig bezeichneten Unpfändbarkeit der Güter ihres Schuldners konfrontiert würden, wobei die anderen Gläubiger, einschließlich der Gläubiger von belgischen juristischen Personen des öffentlichen Rechts, sich nicht einem vorherigen Erlaubnisverfahren und ähnlichen Bedingungen in Bezug auf die Beschaffenheit gepfändeter Güter unterwerfen müssten, um die gerichtlichen Entscheidungen, durch die ihre Forderungen festgestellt würden, vollstrecken zu lassen.

B.8.2. Die durch die klagenden Parteien bemängelten Behandlungsunterschiede beruhen auf dem Kriterium der Beschaffenheit der Person des Schuldners, weil nur die Güter von Schuldner, die fremde Mächte, föderierte Teilgebiete davon, eine ihrer Abspaltungen, eine ihrer dezentralisierten Gebietskörperschaften oder ihrer politischen Gliederungen sind, vom angefochtenen Gesetz betroffen sind. Ein solches Kriterium ist objektiv.

B.8.3. Die auf belgischem Staatsgebiet erfolgten Pfändungen von Gütern einer fremden Macht in diesem Sinne können zur Verschlechterung der diplomatischen Beziehungen von Belgien zu dem betreffenden fremden Staat oder zur Erschwerung von Spannungen zwischen Belgien und diesem Staat führen. Die Pfändungen von Gütern, die entweder belgischen oder ausländischen Privatpersonen oder belgischen juristischen Personen des öffentlichen Rechts gehören, betreffen nicht die fremden Staaten, mit denen Belgien diplomatische Beziehungen unterhält, und können also nicht die gleichen Auswirkungen haben.

B.8.4. Im Übrigen unterscheidet sich die Situation der fremden Mächte von derjenigen der belgischen juristischen Personen des öffentlichen Rechts, insofern der belgische Staat verpflichtet ist, ihnen gegenüber den Grundsatz der souveränen Gleichheit der Staaten einzuhalten, so wie er insbesondere in Artikel 2 Nummer 1 der Charta der Vereinten Nationen ausgedrückt ist. Daraus ergibt sich insbesondere, dass der belgische Gesetzgeber den fremden Mächten, so wie er es durch Artikel 1412*bis* des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf die belgischen juristischen Personen des öffentlichen Rechts tut, nicht auferlegen könnte, eine Liste ihrer pfändbaren Güter zu erstellen.

B.8.5. Das Unterscheidungskriterium, das mit der besonderen Situation der fremden Mächte zusammenhängt, ist sachdienlich hinsichtlich des Ziels, die guten Beziehungen des belgischen Staates zu den fremden Staaten zu fördern und diplomatische Zwischenfälle zu vermeiden.

B.9.1. Der Gerichtshof muss noch prüfen, ob die Bedingungen, unter denen aufgrund von Paragraph 2 des angefochtenen Artikels 1412*quinquies* eine Ausnahme zum Grundsatz der Immunität gemacht werden kann, nämlich einerseits die Verpflichtung, die vorherige Erlaubnis des Pfändungsrichters zu erhalten, und andererseits der Nachweis, dass einer der erschöpfend aufgelisteten Fälle, in denen die Güter von fremden Mächten gepfändet werden können, gegeben ist, nicht eine unverhältnismäßige Beeinträchtigung der Rechte der Gläubiger bewirken.

B.9.2. Weder das Recht auf gerichtliches Gehör, noch das Recht auf Achtung des Eigentums sind absolut. Jedes dieser Rechte kann Gegenstand von Einschränkungen durch den Gesetzgeber sein, unter der Bedingung, dass diese Einschränkungen der Verwirklichung eines rechtmäßigen Ziels dienen und dass ein vernünftiger Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem angestrebten Ziel besteht.

B.10.1. In Bezug auf die Einschränkung des Rechts auf gerichtliches Gehör, die in einer Weigerung durch einen Staat, eine gerichtliche Entscheidung über die Güter eines anderen Staates auf seinem Staatsgebiet zwangsvollstrecken zu lassen, besteht, hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte geurteilt:

«Das Recht auf Zugang zu den Gerichten ist jedoch nicht absolut; es eignet sich für implizit angenommene Einschränkungen, denn es erfordert aufgrund seiner Beschaffenheit eine Regelung durch den Staat. Die Vertragsstaaten genießen diesbezüglich einen gewissen Ermessensspielraum. Es obliegt jedoch dem Gerichtshof, in letzter Instanz über die Einhaltung der Auflagen der Konvention zu achten; er muss sich davon überzeugen, dass die angewandten Einschränkungen nicht den einem Einzelnen gewährten Zugang auf eine solche Weise oder in einem solchen Maße begrenzen, dass dadurch das Recht in seiner eigentlichen Substanz beeinträchtigt wird. Außerdem sind solche Einschränkungen nur vereinbar mit Artikel 6 Absatz 1, wenn sie einem rechtmäßigen Ziel dienen und ein vernünftiger Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem angestrebten Ziel besteht.

[...]

Der Gerichtshof muss zunächst feststellen, ob die Einschränkung einem rechtmäßigen Ziel diene. Er verweist in diesem Zusammenhang darauf, dass die Immunität von souveränen Staaten ein Konzept des Völkerrechts ist, das aus dem Grundsatz *par in parem non habet imperium* hervorgeht, aufgrund dessen ein Staat nicht der Gerichtsbarkeit eines anderen Staates unterstellt werden kann. Der Gerichtshof ist der Auffassung, dass die Gewährung der souveränen Immunität an einen Staat in einem Zivilverfahren dem rechtmäßigen Ziel dient, das Völkerrecht einzuhalten, um die Höflichkeit und die guten Beziehungen zwischen den Staaten zu fördern.

Der Gerichtshof muss anschließend feststellen, ob die Einschränkung im Verhältnis zu dem angestrebten Ziel steht. [...] Die Konvention ist so auszulegen, dass sie mit den anderen völkerrechtlichen Regeln, von denen sie ein integraler Bestandteil ist, vereinbar ist, einschließlich derjenigen in Bezug auf die Gewährung der Immunität an Staaten.

Folglich können durch einen Hohen Vertragsschließenden Teil ergriffene Maßnahmen, die Ausdruck der völkerrechtlichen Regeln sind, die in Bezug auf die Immunität der Staaten allgemein anerkannt sind, nicht allgemein als eine unverhältnismäßige Einschränkung des in Artikel 6 Absatz 1 festgelegten Rechts auf Zugang zu einem Gericht betrachtet werden. Ebenso wie das Recht auf Zugang zu einem Gericht untrennbar mit der Garantie des durch diesen Artikel gewährleisteten Rechts auf ein faires Verfahren verbunden ist, sind eine Reihe von Einschränkungen des Zugangs als untrennbar damit verbunden zu betrachten; ein Beispiel dafür sind die Einschränkungen, die durch die Gemeinschaft der Nationen allgemein als Bestandteil der Doktrin der Immunität der Staaten angenommen werden [...].

[...] Der Gerichtshof ist der Auffassung, dass, obwohl die griechischen Gerichte den deutschen Staat dazu verurteilt haben, den klagenden Parteien einen Schadensersatz zu zahlen, dies nicht notwendigerweise die Verpflichtung für den griechischen Staat mit sich bringt, den klagenden Parteien die Eintreibung ihrer Forderung durch ein Zwangsvollstreckungsverfahren auf griechischem Boden zu garantieren» (EuGHMR, Entscheidung über die Zulässigkeit vom 12. Dezember 2002, *Kalogeropoulou u.a.* gegen Griechenland und Deutschland; siehe ebenfalls EuGHMR, Große Kammer, 21. November 2001, *Al-Adsani* gegen Vereinigtes Königreich; 21. November 2001, *Fogarty* gegen Vereinigtes Königreich; 21. November 2001, *McElhinney* gegen Irland).

B.10.2. In derselben Entscheidung vom 12. Dezember 2002 hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte bezüglich der Einschränkung des Rechts auf Achtung des Eigentums geurteilt, dass das Ziel, Störungen in den Beziehungen zwischen zwei Staaten zu vermeiden, ein Grund des «Allgemeininteresses» im Sinne von Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Konvention ist und dass die Weigerung eines Staates, es den Gläubigern zu erlauben, eine Immobiliarpfändung von bestimmten Gütern eines anderen Staates vorzunehmen, einer solchen Sache dient. Er war der Auffassung, dass die im Rahmen der Prüfung der Einhaltung von Artikel 6 der Konvention angenommenen Erwägungen ebenfalls im Rahmen der Prüfung des Beschwerdegrunds galten, die aus dem Verstoß gegen Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls abgeleitet war.

B.11. Insofern es mit der Absicht des Gesetzgebers zusammenhängt, die guten diplomatischen Beziehungen des belgischen Staates zu den fremden Staaten zu wahren und die Risiken diplomatischer Zwischenfälle zu verringern, dient das angefochtene Gesetz einem rechtmäßigen Ziel.

B.12.1. Der Gläubiger einer fremden Macht kann die Erlaubnis des Pfändungsrichters erlangen, die Vermögenswerte, die sein Schuldner auf belgischem Staatsgebiet besitzt, zu pfänden, wenn er nachweisen kann, dass entweder die fremde Macht ausdrücklich und spezifisch der Pfändbarkeit des Gutes, das er zu pfänden gedenkt, zugestimmt hat, oder dass die fremde Macht diese Güter für die Erfüllung der Forderung reserviert oder bestimmt hat, die Gegenstand des Rechtstitels ist, der als Grundlage für die Pfändung dient, oder dass festgestellt wurde, dass diese Güter insbesondere für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden, vorausgesetzt, dass die Güter im Zusammenhang mit dem Teilgebiet stehen, das im Rechtstitel erwähnt ist, der als Grundlage für die Pfändung dient.

B.12.2. Die Beschwerdegründe der klagenden Parteien betreffen zunächst die erschöpfende Auflistung der Bedingungen, unter denen der Richter die Pfändung genehmigen könne, sodass er die Verhältnismäßigkeit der grundsätzlichen Unpfändbarkeit nicht hinsichtlich der jeweiligen Situation der Parteien prüfen könne, und insbesondere die Frage, ob der Gläubiger über andere vernünftige rechtliche Mittel verfüge, um seine Rechte wirksam zu schützen.

B.13.1. Aus den in B.10 angeführten Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte geht hervor, dass die Einschränkungen des Rechts auf gerichtliches Gehör und des Rechts auf Schutz des Eigentums, die sich aus der Vollstreckungsimmunität ergeben, die in Bezug auf die Güter von fremden Staaten gewährt wird, angenommen werden, insofern sie Ausdruck der völkerrechtlichen Regeln sind, die in Bezug auf die Immunität der Staaten allgemein anerkannt werden.

B.13.2. Artikel 19 des Übereinkommens der Vereinten Nationen über die Immunität der Staaten und ihres Vermögens von der Gerichtsbarkeit, unterzeichnet in New York am 2. Dezember 2004, bestimmt:

«Gegen das Vermögen eines Staates dürfen im Zusammenhang mit einem Verfahren vor einem Gericht eines anderen Staates nach der Entscheidung keine Zwangsmassnahmen wie beispielsweise Pfändung, Beschlagnahme oder Vollstreckung angeordnet werden, sofern und soweit nicht

- a) der Staat der Anordnung derartiger Maßnahmen ausdrücklich zugestimmt hat, und zwar
 - i) durch internationale Vereinbarung,
 - ii) durch eine Schiedsvereinbarung oder in einem schriftlichen Vertrag oder
 - iii) durch eine Erklärung vor dem Gericht oder durch eine schriftliche Mitteilung nach Entstehen einer Streitigkeit zwischen den Parteien, oder
- b) der Staat Vermögen für die Befriedigung des Anspruchs, der Gegenstand des Verfahrens ist, bereitgestellt oder bestimmt hat oder
- c) der Nachweis erbracht worden ist, dass das Vermögen von dem Staat eigens zu anderen als nicht privatwirtschaftlichen staatlichen Zwecken benutzt wird oder für eine solche Nutzung bestimmt ist und dass es sich im Gerichtsstaat befindet, vorausgesetzt, dass Zwangsmassnahmen nach einer Entscheidung nur gegen Vermögen angeordnet werden dürfen, das mit dem Rechtsträger, gegen den das Verfahren gerichtet war, im Zusammenhang steht».

B.13.3. Dieses Übereinkommen ist noch nicht in Kraft getreten. Außerdem hat Belgien es am 22. April 2005 unterzeichnet, aber noch nicht ratifiziert. Dennoch können die vorerwähnten Bestimmungen als Hinweis auf die aktuellen internationalen Gepflogenheiten in Bezug auf die Vollstreckungsimmunität der Staaten angesehen werden. Im Übrigen geht aus den in B.7.2 zitierten Erläuterungen zu dem Gesetzesvorschlag, der zu dem angefochtenen Gesetz geführt hat, hervor, dass der Gesetzgeber beabsichtigte, auf die Ratifizierung dieses Übereinkommens vorzugreifen.

B.14.1. Aus den in B.10 zitierten Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte geht hervor, dass dieser Gerichtshof, um festzustellen, dass Artikel 6 Absatz 1 der Konvention und Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention nicht verletzt werden durch die Einhaltung der für die Güter von fremden Staaten gewährten Vollstreckungsimmunität, nicht verlangt, dass nachgewiesen wird, dass der Gläubiger über andere vernünftige rechtliche Mittel verfügt, um seine Rechte geltend zu machen. Das Urteil des Europäischen Gerichtshofes vom 18. Februar 1999 in der Rechtssache *Waite und Kennedy* gegen Deutschland und die Entscheidung desselben Gerichtshofes vom 5. März 2013 in der Rechtssache *Chapman* gegen Belgien, die von den klagenden Parteien angeführt werden, betreffen nicht die Vollstreckungsimmunität der Güter von Staaten, sondern vielmehr diejenige bezüglich der Güter von supranationalen Organisationen.

B.14.2. Durch ein Urteil vom 3. Februar 2012 hat der Internationale Gerichtshof entschieden, dass die Eintragung einer gerichtlichen Hypothek auf eine sich in Italien befindende Villa, die Deutschland gehört, einen Verstoß Italiens gegen seine Verpflichtung aufgrund des geltenden internationalen Gewohnheitsrechts darstellt, die Deutschland gegenüber geschuldete Immunität einzuhalten, ohne geprüft zu haben, ob der Gläubiger in diesem Fall über ein anderes rechtliches Mittel verfügte, um seine Rechte geltend zu machen (*Deutschland gegen Italien, mit Beitritt Griechenlands*, §§ 109-120).

B.14.3. Die klagenden Parteien zitieren ebenfalls drei Entscheide, mit denen der Kassationshof am 21. Dezember 2009 geurteilt hat, dass «die Frage der Verhältnismäßigkeit in jedem einzelnen Fall im Lichte der besonderen Umstände der Sache zu prüfen ist» und dass, «um festzustellen, ob die Beeinträchtigung der Grundrechte annehmbar ist im Lichte von Artikel 6 Absatz 1, gemäß der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte zu prüfen ist, ob die Person, gegen die die Vollstreckungsimmunität geltend gemacht wird, über andere vernünftige rechtliche Mittel verfügt, um die Rechte, die ihr durch die Konvention gewährleistet werden, wirksam zu schützen» (Kass., 21. Dezember 2009, *Pas.*, 2009, Nrn. 768, 769 und 773). Diese Entscheide betreffen jedoch die Immunität gewisser internationaler Organisationen von der Gerichtsbarkeit und der Vollstreckung und nicht die Vollstreckungsimmunität in Bezug auf die Güter von fremden Mächten. Daraus kann man also keinen Hinweis auf die internationalen Gepflogenheiten in Bezug auf die letztere Kategorie ableiten.

B.14.4. In einem Entscheid vom 11. Dezember 2014 hat der Kassationshof im Übrigen geurteilt:

«Das durch Artikel 6 Absatz 1 [der Europäischen Menschenrechtskonvention] gewährleistete Recht auf gerichtliches Gehör, so wie es durch den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte ausgelegt wird, kann nicht zur Folge haben, dass ein Staat verpflichtet würde, gegen seinen Willen die Regel der Vollstreckungsimmunität der Staaten zu missachten, die dazu dient, das optimale Funktionieren der diplomatischen Missionen zu gewährleisten und, mehr allgemein, die Höflichkeit und die guten Beziehungen zwischen souveränen Staaten zu fördern.

Der Klagegrund, in dem angeführt wird, dass die Beeinträchtigung der Grundrechte durch die Vollstreckungsimmunität der Staaten nur in Bezug auf diesen Artikel 6 Absatz 1 zulässig sei, wenn die Person, gegen die die Immunität geltend gemacht wird, über andere vernünftige rechtliche Mittel verfügt, um die ihr durch die Konvention gewährleisteten Rechte wirksam zu schützen, ist rechtlich mangelhaft» (Kass., 11. Dezember 2014, *Pas.*, 2014, Nr. 782).

B.14.5. Folglich verpflichtet die Einhaltung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den durch die klagenden Parteien angeführten Bestimmungen den Gesetzgeber nicht, vorzusehen, dass die Vollstreckungsimmunität der Güter von fremden Mächten nur wirksam ist, wenn nachgewiesen wird, dass der Gläubiger über ein anderes vernünftiges rechtliches Mittel verfügt, um seine Rechte geltend zu machen, da ein solches Erfordernis bei dem heutigen Stand der Dinge weder durch die Europäische Menschenrechtskonvention, noch durch die internationalen Gepflogenheiten, noch durch das Übereinkommen der Vereinten Nationen vom 2. Dezember 2004 vorgeschrieben wird.

B.15.1. Im Übrigen legen die klagenden Parteien nicht dar, aufgrund welcher völkerrechtlichen Regel es dem Pfändungsrichter erlaubt sein müsste, die Verhältnismäßigkeit der Unpfändbarkeit *in concreto* hinsichtlich der besonderen Situation des Gläubigers und derjenigen des Schuldners zu prüfen. Die Vollstreckungsimmunität bezüglich der Güter der Staaten, die sich auf dem Staatsgebiet von anderen Staaten befinden, ist nämlich ein allgemein anerkannter Grundsatz des Völkerrechts, dessen Umsetzung, vorbehaltlich der nachstehend geprüften Ausnahmen, sich nicht für eine konkrete Verhältnismäßigkeitsprüfung eignet.

B.15.2. Die klagenden Parteien sind ebenfalls der Auffassung, dass die angefochtene Maßnahme unverhältnismäßig sei, insofern sie für alle Güter von fremden Mächten gelte, einschließlich der Bankguthaben, und nicht nur für diejenigen, die dafür genutzt würden, die Kontinuität der diplomatischen Dienste zu gewährleisten, oder dazu bestimmt seien, dafür genutzt zu werden.

B.15.3. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anführen, ist das Ziel der angefochtenen Bestimmung nicht auf die Wahrung des Funktionierens der diplomatischen und konsularischen Missionen auf dem Staatsgebiet begrenzt, sondern betrifft es ebenfalls im weiteren Sinne die Aufrechterhaltung der guten Beziehungen, die Belgien auf internationaler Ebene mit fremden Mächten unterhält. Hinsichtlich dieses rechtmäßigen Ziels ist es nicht unverhältnismäßig, eine Immunität für alle Güter von fremden Mächten, und nicht nur für die Güter, die zum Funktionieren der diplomatischen Dienste notwendig sind, vorzusehen, denn die Zwangsmaßnahmen in Bezug auf gleich welches Gut einer fremden Macht können zu einer Verschlechterung der diplomatischen Beziehungen Belgiens mit dem betreffenden Staat führen.

Hinsichtlich der Bedingungen, unter denen eine Pfändung zugelassen werden kann

B.16.1. In Paragraph 2 von Artikel 1412*quinquies* sind drei Fälle vorgesehen, in denen in Abweichung von dem allgemeinen Grundsatz der Vollstreckungsimmunität eine Sicherungs- oder Vollstreckungspfändung durch den Pfändungsrichter erlaubt werden kann. Aufgrund von Nr. 3 dieses Paragraphen können die Güter, die durch die fremde Macht «insbesondere für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden», gepfändet werden, da die Pfändung sich nur «Güter [betrifft], die im Zusammenhang mit dem Teilgebiet stehen, das im [Titel] erwähnt ist», der als Grundlage für die Pfändung dient. Folglich sind die Güter von fremden Mächten, die sich auf belgischem Staatsgebiet befinden, in zwei Kategorien einzuteilen. Die Güter, bei denen festgestellt wird, dass sie für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden, können gepfändet werden. Die Güter, die für nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden, können grundsätzlich nicht gepfändet werden.

In der Bestimmung sind jedoch zwei Fälle vorgesehen, in denen die Güter dieser zweiten Kategorie gepfändet werden können. Aufgrund von Nr. 1 der Bestimmung kann der Pfändungsrichter eine Pfändung eines Gutes, das zu dieser Kategorie der grundsätzlich nicht pfändbaren Güter gehört, erlauben, wenn nachgewiesen wird, dass die fremde Macht ihrer Pfändbarkeit «ausdrücklich und spezifisch zugestimmt» hat. Aufgrund von Nr. 2 der Bestimmung kann der Pfändungsrichter einer Pfändung eines Gutes, das zu dieser Kategorie von grundsätzlich nicht pfändbaren Gütern gehört, erlauben, wenn nachgewiesen wird, dass die fremde Macht «diese Güter für die Erfüllung der Forderung reserviert oder bestimmt» hat, die Gegenstand des Rechtstitels ist, der als Grundlage für die Pfändung dient.

B.16.2. Die Beschwerdegründe der klagenden Parteien betreffen das Erfordernis, was Nr. 1 der Bestimmung betrifft, dass der Verzicht auf die Immunität ausdrücklich und spezifisch ist, und auf das Erfordernis, was Nr. 3 der Bestimmung betrifft, dass die fremde Macht die betreffenden Güter zu anderen als kommerziellen Zwecken nutzt.

B.17.1. In Bezug auf den letztgenannten Beschwerdegrund entspricht der Wortlaut, den der Gesetzgeber in Nr. 3 von Artikel 1412*quinquies* § 2 gewählt hat, demjenigen, der in dem in B.13.2 zitierten Artikel 19 Buchstabe c) des Übereinkommens der Vereinten Nationen vom 2. Dezember 2004 verwendet wird. Aufgrund dieser Bestimmungen kann das Vermögen eines fremden Staates, das eigens zu anderen als nicht privatwirtschaftlichen staatlichen Zwecken benutzt wird oder für eine solche Nutzung bestimmt ist, Gegenstand von Vollstreckungsmaßnahmen sein.

B.17.2. Diese Bestimmung entspricht im Übrigen auch den internationalen Gepflogenheiten, so wie sie insbesondere durch den Internationalen Gerichtshof festgestellt wurden:

«Es genügt [...] die Feststellung, dass mindestens eine Bedingung vorliegt, die erfüllt werden muss, damit eine Zwangsmaßnahme in Bezug auf ein Gut eines fremden Staates ergriffen werden kann: dass das betreffende Gut für eine Tätigkeit genutzt wird, mit der keine nichtkommerziellen öffentlichen Dienstleistungszwecke verfolgt werden, oder [...]» (IGH, 3. Februar 2012, *Deutschland gegen Italien, mit Beitritt Griechenlands*, § 118).

B.17.3. Insofern darin vorgesehen ist, dass eine Ausnahme zum Grundsatz der Vollstreckungsimmunität der Güter von fremden Mächten vorgenommen wird, wenn erwiesen ist, dass diese Güter durch die fremde Macht insbesondere für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden, entspricht Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches dem internationalen öffentlichen Recht und verstößt er folglich nicht gegen die in den Klagegründen angeführten Bestimmungen.

B.18.1. In Bezug auf den Beschwerdegrund im Zusammenhang mit Nr. 1 von Paragraph 2 der angefochtenen Bestimmung ist in dem in B.13.2 zitierten Artikel 19 des Übereinkommens der Vereinten Nationen vom 2. Dezember 2004 vorgesehen, dass die Staaten «ausdrücklich» der Anwendung der Vollstreckungsmaßnahmen auf das Vermögen, das zu anderen als nicht privatwirtschaftlichen staatlichen Zwecken benutzt wird oder für eine solche Nutzung bestimmt ist, zustimmen können, und dass in diesem Fall die Pfändung darauf angewandt werden kann. In dem vorerwähnten Urteil des Internationalen Gerichtshofes wird ebenfalls präzisiert, dass es, um zu schlussfolgern, dass die Pfändung eines Gutes einer fremden Macht möglich ist, die Feststellung ausreicht, «dass der fremde Staat ausdrücklich der Vollstreckungsmaßnahme zugestimmt hat» (IGH, ebenda).

Insofern darin vorgesehen ist, dass die Pfändung durch den Richter erlaubt werden kann, wenn nachgewiesen wird, dass die fremde Macht der Maßnahme «ausdrücklich» zugestimmt hat, geht Nr. 1 von Paragraph 2 von Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches, der durch die angefochtene Bestimmung eingeführt wurde, nicht über das hinaus, was durch das vorerwähnte Übereinkommen und durch die internationalen Gepflogenheiten verlangt wird.

B.18.2. In Artikel 19 des Übereinkommens der Vereinten Nationen vom 2. Dezember 2004 wird hingegen nicht verlangt, dass die Güter, die Gegenstand der Pfändung sind, durch die fremde Macht «spezifisch» als solche bezeichnet wurden, die Gegenstand einer Vollstreckungsmaßnahme sein können. Diese Bedingung ist ebenfalls nicht in dem vorerwähnten Urteil des Internationalen Gerichtshofes enthalten. Durch die Bedingung, dass der Verzicht auf die Immunität nicht nur ausdrücklich, sondern auch spezifisch sein muss, geht Artikel 1412*quinquies* § 2 Nr. 1 also über das hinaus, was durch die internationalen Gepflogenheiten diesbezüglich verlangt wird.

B.19.1. Bei den Gütern einer fremden Macht, die sich auf dem Staatsgebiet des Königreichs befinden, ist jedoch zu unterscheiden zwischen den Gütern, die durch die diplomatischen Missionen, die konsularischen Vertretungen und die Vertretungen bei internationalen Organisationen genutzt werden, und den anderen Gütern. In Bezug auf die Erstgenannten sind das Wiener Übereinkommen vom 18. April 1961 über diplomatische Beziehungen sowie die Regel des internationalen Gewohnheitsrechts *ne impediatur legatio* zu berücksichtigen.

B.19.2. Artikel 22 Absatz 3 des Wiener Übereinkommens vom 18. April 1961 bestimmt:

«Die Räumlichkeiten der Mission, ihre Einrichtung und die sonstigen darin befindlichen Gegenstände sowie die Beförderungsmittel der Mission genießen Immunität von jeder Durchsuchung, Beschlagnahme, Pfändung oder Vollstreckung».

Artikel 25 desselben Übereinkommens bestimmt:

«Der Empfangsstaat gewährt der Mission jede Erleichterung zur Wahrnehmung ihrer Aufgaben».

B.19.3. In einem Entscheid vom 22. November 2012 hat der Kassationshof geurteilt:

«Aufgrund der Regel des internationalen Gewohnheitsrechts *ne impediatur legatio*, wonach das Funktionieren der diplomatischen Mission nicht behindert werden darf, gilt für sämtliche Güter dieser Mission, die zu ihrem Funktionieren dienen, eine eigenständige Vollstreckungsimmunität, die über derjenigen des Entsendestaates steht.

Folglich kann keine Pfändung oder Zwangsmaßnahme bezüglich der Güter, die für das Funktionieren einer diplomatischen Mission bestimmt sind, vorgenommen werden, außer wenn der Entsendestaats ausdrücklich der Ergreifung von Zwangsmaßnahmen für diese Kategorie von Gütern oder einen Teil dieser Kategorie zustimmt» (Kass., 22. November 2012, *Pas.*, 2012, Nr. 630).

B.19.4. Aus dieser Regel des internationalen Gewohnheitsrechts und den vorerwähnten Bestimmungen des Wiener Übereinkommens geht - wie der Kassationshof in dem vorerwähnten Entscheid geurteilt hat - hervor, dass die Güter, die für das Funktionieren der diplomatischen Missionen bestimmt sind, einschließlich der von ihnen benutzten Bankguthaben, durch eine besondere Vollstreckungsimmunität gedeckt sind, die nur durch einen ausdrücklichen und spezifischen Verzicht der fremden Macht, die Schuldner ist, aufgehoben werden kann.

B.20.1. Insofern sie für die Güter gilt, die durch die diplomatischen Missionen der in Belgien akkreditierten fremden Mächte genutzt werden, einschließlich der Bankguthaben, geht das Erfordernis, dass der Verzicht auf die Vollstreckungsimmunität ausdrücklich und spezifisch sein muss, folglich nicht über das hinaus, was sich aus den diesbezüglich allgemein anerkannten völkerrechtlichen Regeln ergibt. Sie verstößt folglich weder gegen das durch Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistete Recht auf gerichtliches Gehör, noch gegen das durch Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention gewährleistete Recht auf Achtung des Eigentums.

Insofern sie für die anderen Güter von fremden Mächten gilt, die für nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden, geht das Erfordernis, dass der Verzicht auf die Vollstreckungsimmunität spezifisch sein muss, hingegen über das hinaus, was sich aus den diesbezüglich allgemein anerkannten völkerrechtlichen Regeln ergibt. In diesem Maße verstößt sie gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention.

B.20.2. Der Gerichtshof bemerkt im Übrigen, dass die Begründung des Abänderungsantrags, der dazu geführt hat, dass das Wort «spezifisch» in Nr. 1 von Paragraph 2 von Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches eingefügt wurde, nur die «diplomatischen Güter von fremden Staaten, darunter die Bankkonten der Botschaften» betrifft (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 51-1241/004, S. 3).

B.21. In Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 23. August 2015, sind die Wörter «und spezifisch» für nichtig zu erklären, jedoch nur insofern er für die Güter gilt, die nicht für die Ausübung der Aufgaben der diplomatischen oder konsularischen Vertretungen der fremden Macht, ihre Sonderaufträge, ihre Aufträge bei internationalen Organisationen oder ihre Beauftragungen in den Organen von internationalen Organisationen oder bei internationalen Konferenzen bestimmt sind.

Hinsichtlich der Verpflichtung, die vorherige Erlaubnis des Pfändungsrichters zu erhalten

B.22. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die Verpflichtung, vor jeder Pfändung von Gütern von fremden Mächten die Erlaubnis des Pfändungsrichters zu erhalten, diskriminierend sei, insofern sie nur für die Gläubiger von fremden Mächten gelte, insofern sie dazu führe, dass diese Güter in der Praxis unpfändbar würden, und insofern dadurch der Gläubiger verpflichtet werde, den Nachweis zu erbringen, dass eine der vorerwähnten Bedingungen erfüllt sei, was eine Umkehrung der Beweislast darstelle, und während dieser Beweis, insbesondere hinsichtlich des dritten Falls, unmöglich zu erbringen sei, in jedem Fall, wenn es sich um Bankkonten handele.

B.23.1. Die Verpflichtung, die Erlaubnis des Pfändungsrichters vor jeder Pfändung von Gütern einer fremden Macht zu erhalten, wurde in die angefochtene Bestimmung durch einen Abänderungsantrag eingefügt, der bezweckte, dem Gutachten des Staatsrates zu entsprechen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1241/004, S. 2), der angemerkt hatte:

«Aufgrund der vorgeschlagenen Bestimmung bleibt die Pfändung der darin erwähnten Güter möglich, wenn diese Güter ' insbesondere für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden ', wobei die Pfändung ausschließlich Güter betreffen darf, die im Zusammenhang mit dem Teilgebiet stehen, das im Vollstreckungstitel oder im öffentlichen oder privatschriftlichen Rechtstitel, der je nach Fall als Grundlage für die Pfändung dient, erwähnt ist '.

Um sich vor jeglicher Pfändung zu vergewissern, dass diese Bedingungen tatsächlich erfüllt zu sein scheinen, stellt sich die Frage, ob es nicht angebracht wäre, ein vorheriges Gerichtsverfahren vorzusehen, damit man sich vergewissern kann, dass dies tatsächlich zutrifft» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1241/003, S. 4).

B.23.2. Aus den Erörterungen im Justizausschuss der Kammer geht hervor, dass der Gesetzgeber den fremden Mächten mehr Rechtssicherheit bieten wollte. So hat der Minister präzisiert:

«Die Pfändungen können derzeit innerhalb einer so kurzen Zeitspanne und bisweilen ohne Eingreifen eines Richters vorgenommen werden, dass man nicht davon ausgehen kann, dass diejenigen, die daran beteiligt sind, das internationale Recht perfekt kennen. Daher wird beabsichtigt, in unserem Gerichtsgesetzbuch Rechtssicherheit zu bieten. Das internationale diplomatische Recht ist den örtlichen Pfändungsrichtern und Gerichtsvollziehern nicht immer gut bekannt» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1241/005, S. 9).

B.23.3. Der Gesetzgeber hat sich im Übrigen von dem ähnlichen Verfahren inspiriert, das in Artikel 1412^{quater} des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen ist, der die grundsätzliche Unpfändbarkeit der Vermögenswerte, die ausländische Zentralbanken und internationale Währungsbehörden in Belgien halten oder verwalten, sowie die Ausnahme zu diesem Grundsatz, wenn der Gläubiger nachweisen kann, dass die Vermögenswerte, die er pfänden möchte, ausschließlich für eine wirtschaftliche oder kommerzielle Tätigkeit privaten Rechts verwendet werden, festlegt.

B.24. Aus den in B.8.3 und B.8.4 angeführten Gründen ist das Kriterium, auf dem der Behandlungsunterschied zwischen den Gläubigern von fremden Mächten und allen anderen Gläubigern, die in der Regel nicht eine vorherige Erlaubnis des Richters erhalten müssen, um eine Zwangsmaßnahme in Bezug auf das Vermögen ihres Schuldners vorzunehmen, beruht, objektiv und sachdienlich. Die besondere Situation der Schuldner, die fremde Mächte sind, und die Regeln bezüglich der Souveränität von Staaten können es rechtfertigen, dass der Gesetzgeber für die Vollstreckung der Pfändung von Gütern, die ihnen auf belgischem Staatsgebiet gehören, ein besonderes Verfahren vorschreibt, durch das gewährleistet werden kann, dass die Einhaltung sowohl des innerstaatlichen Rechts als auch des internationalen öffentlichen Rechts gewährleistet wird. Diesbezüglich entbehrt es nicht einer vernünftigen Rechtfertigung, vor jeglicher Vollstreckungsmaßnahme das Einschreiten eines spezialisierten Richters vorzuschreiben.

B.25.1. In Bezug auf die Beschwerdegründe der klagenden Parteien bezüglich der Umkehrung der Beweislast, die durch die angefochtene Bestimmung bewirkt werden soll, trifft es zu, dass das gewöhnliche Verfahren zur Anfechtung *a posteriori* der durchgeführten Pfändung vor dem Pfändungsrichter die beiden Parteien zur Zusammenarbeit veranlassen kann, um den Beweis der Zweckbestimmung der gepfändeten Güter zu erbringen. Eine solche Zusammenarbeit ist *per definitionem* unmöglich, wenn der Richter vorher durch einseitige Antragschrift mit einem Antrag auf Erlaubnis zur Durchführung einer Vollstreckungsmaßnahme befasst und der Schuldner folglich nicht darüber benachrichtigt wird. Gemäß Paragraph 2 von Artikel 1412^{quinquies} des Gerichtsgesetzbuches obliegt es nur dem Gläubiger zu beweisen, dass eine der Bedingungen für das Abweichen vom Grundsatz der Unpfändbarkeit erfüllt ist.

B.25.2. Daraus ergibt sich jedoch nicht, dass die angefochtene Bestimmung zu einer ungerechtfertigten Umkehrung der Beweislast führen würde oder dass der den Gläubigern obliegende Nachweis unmöglich zu erbringen wäre, selbst wenn es zu beweisen gilt, dass die Güter, auf die sich die ins Auge gefasste Vollstreckungsmaßnahme bezieht, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden. So erweist sich beispielsweise die Erbringung des Beweises der Nutzung von unbeweglichen oder beweglichen Gütern für andere als öffentliche Dienstleistungszwecke nicht in allen Fällen als unmöglich.

B.26.1. Was spezifisch die Bankguthaben einer Botschaft betrifft, ist anzumerken, dass für sie eine Vermutung der Nutzung zu souveränen Zwecken gilt aufgrund einer Regel des internationalen Gewohnheitsrechts. Diese Vermutung wird bestätigt durch Artikel 21 des Übereinkommens von New York vom 2. Dezember 2004, der bestimmt:

«1. Insbesondere die folgenden Arten von staatlichem Vermögen gelten nicht als Vermögen, das im Sinne des Artikels 19 Buchstabe c von diesem Staat eigens zu anderen als nicht privatwirtschaftlichen staatlichen Zwecken benutzt wird oder für eine solche Nutzung bestimmt ist:

a) Vermögen, einschließlich Bankkonten, das für die Wahrnehmung der Aufgaben der diplomatischen Mission des Staates oder seiner konsularischen Vertretungen, Sondermissionen, Missionen bei internationalen Organisationen oder Delegationen bei Organen internationaler Organisationen oder bei internationalen Konferenzen benutzt wird oder für eine solche Nutzung bestimmt ist;

[...].».

B.26.2. Im Übrigen sind Kontoauszüge und Bankdokumente Archive und Schriftstücke, die geschützt sind durch Artikel 24 des Wiener Übereinkommens vom 18. April 1961 über diplomatische Beziehungen, wonach sie unverletzlich sind. Aus dieser Unverletzlichkeit ergibt sich, dass der fremde Staat nicht gezwungen werden kann, sie bei Gericht vorzulegen, sodass der Schuldner, eine fremde Macht, durch den Richter nicht verpflichtet werden kann, die Nutzung dieser Mittel zu nichtkommerziellen öffentlichen Dienstleistungszwecken nachzuweisen.

B.26.3. Die durch die klagenden Parteien bemängelte «nahezu unpfändbare» Beschaffenheit der Bankkonten, die durch Botschaften, Konsulate und diplomatische Vertretungen von fremden Staaten in Belgien genutzt werden, ergibt sich also nicht aus dem angefochtenen Gesetz, sondern vielmehr aus den vertrags- und gewohnheitsrechtlichen Regeln des internationalen öffentlichen Rechts.

B.27.1. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die angefochtene Bestimmung keine Beeinträchtigung der Rechte der Gläubiger mit sich bringt, die nicht im Verhältnis zu dem Ziel stünde, die guten diplomatischen Beziehungen des belgischen Staates zu fremden Staaten zu wahren.

B.27.2. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit einerseits Artikel 13 der Verfassung und Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und andererseits Artikel 16 der Verfassung und Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention wird nicht verstoßen durch Artikel 1412^{quinquies} des Gerichtsgesetzbuches, insofern dadurch der Gläubiger einer fremden Macht verpflichtet wird, die Erlaubnis des Pfändungsrichters zu erhalten vor der Vollstreckung einer Zwangsmaßnahme in Bezug auf die in Belgien gelegenen Güter seines Schuldners.

B.28. Unbeschadet der Nichtigerklärung von Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches in dem in B.21 angegebenen Maße sind der erste (erster und zweiter Teil) bis dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 und der erste und zweite Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373 unbegründet.

In Bezug auf die Vereinbarkeit der angefochtenen Bestimmung mit der Brüssel-Ia-Verordnung

B.29.1. Im dritten Teil des ersten Klagegrunds bemängelt die klagende Partei in der Rechtssache Nr. 6372, dass das angefochtene Gesetz die durch die Brüssel-Ia-Verordnung gewährleisteten Rechte verletze.

B.29.2. Artikel 39 dieser Verordnung bestimmt:

«Eine in einem Mitgliedstaat ergangene Entscheidung, die in diesem Mitgliedstaat vollstreckbar ist, ist in den anderen Mitgliedstaaten vollstreckbar, ohne dass es einer Vollstreckbarerklärung bedarf.»

Artikel 41 Absatz 1 derselben Verordnung bestimmt:

«Vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Abschnitts gilt für das Verfahren zur Vollstreckung der in einem anderen Mitgliedstaat ergangenen Entscheidungen das Recht des ersuchten Mitgliedstaats. Eine in einem Mitgliedstaat ergangene Entscheidung, die im ersuchten Mitgliedstaat vollstreckbar ist, wird dort unter den gleichen Bedingungen vollstreckt wie eine im ersuchten Mitgliedstaat ergangene Entscheidung.»

B.30.1. Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches hat weder zum Ziel, noch zur Folge, die Vollstreckbarkeit gerichtlicher Entscheidungen zu behindern, ungeachtet dessen, ob diese in Belgien oder in den anderen Mitgliedstaaten getroffen werden. Die dadurch eingeführte grundsätzliche Unpfändbarkeit der Güter von fremden Mächten beschränkt die Möglichkeiten zur Vollstreckung der Entscheidungen in Bezug auf bestimmte Güter, beeinträchtigt jedoch als solche nicht die Vollstreckbarkeit der Entscheidungen und hindert die Gläubiger im Übrigen nicht daran, die Entscheidungen, die sie erwirkt haben, in Bezug auf die Güter vollstrecken zu lassen, die aufgrund der durch Paragraph 2 dieser Bestimmung festgelegten Ausnahmen zum Grundsatz der Unpfändbarkeit Gegenstand von Zwangsmaßnahmen sein können.

B.30.2. Im Übrigen kann die Brüssel-Ia-Verordnung nicht auf eine Art und Weise ausgelegt werden, durch die sie im Widerspruch zu den gewohnheitsrechtlichen Regeln des internationalen Rechts stehen würde, in denen der Grundsatz der Vollstreckungsimmunität bezüglich der Güter von fremden Mächten festgelegt ist.

B.30.3. Unter Berücksichtigung des Vorstehenden ist dem Gerichtshof der Europäischen Union nicht die durch den Ministerrat äußerst hilfsweise angeregte Frage zu stellen.

B.31. Der dritte Teil des ersten Klagegrunds in der Rechtssache Nr. 6372 ist unbegründet.

In Bezug auf den Anwendungsbereich ratione personae von Artikel 1412quinquies

B.32. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 und der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373 beziehen sich auf Artikel 1412*quinquies* § 3 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches. Die Beschwerdegründe der klagenden Parteien betreffen die unklare und allzu weite Beschaffenheit des Begriffs «fremde Macht» und die Erweiterung der Tragweite der Unpfändbarkeit auf die Güter der in dieser Bestimmung aufgelisteten Teilgebiete, einschließlich der Teilgebiete, die keine Rechtspersönlichkeit besäßen. Der zu weite Anwendungsbereich der Unpfändbarkeit beinhalte eine diskriminierende Verletzung der Rechte der Gläubiger von fremden Mächten.

B.33.1. Der Gesetzgeber hat den Anwendungsbereich der angefochtenen Bestimmung demjenigen von Artikel 1412*ter* des Gerichtsgesetzbuches angepasst, in dem die gleichen Begriffe benutzt werden wie diejenigen, die Gegenstand der Kritik der klagenden Parteien sind (*Parl. Dok.*, Kammer, 2014-2015, DOC 54-1241/005, S. 7). In dieser Bestimmung ist die Unpfändbarkeit der Kulturgüter von fremden Mächten, die sich auf belgischem Staatsgebiet befinden, um dort öffentlich und zeitweilig ausgestellt zu werden, vorgesehen.

B.33.2. In der Begründung zum Entwurf des Gesetzes, durch das Artikel 1412*ter* in das Gerichtsgesetzbuches eingefügt wurde (Gesetz vom 14. Juni 2004 zur Abänderung des Gerichtsgesetzbuches im Hinblick auf die Einführung einer Vollstreckungsimmunität für in Belgien öffentlich ausgestellte ausländische Kulturgüter), heißt es, dass der Autor des Vorentwurfs ursprünglich den Begriff «fremde Macht» verwendet hatte, um auch die internationalen Organisationen einzubeziehen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-1051/001, S. 5). Der Staatsrat hat bemerkt, dass er auf diese Weise von der üblichen Bedeutung des Begriffs abzuweichen schien (ebenda, S. 9), sodass der Anwendungsbereich der Bestimmung durch Paragraph 3 Absatz 4 ausdrücklich auf Kulturgüter von internationalen Organisationen ausgedehnt wurde.

Das Gleiche gilt für Artikel 1412*quinquies*, in dem ausdrücklich vorgesehen ist, dass er auf die Güter von internationalen Organisationen anwendbar ist, nämlich in Paragraph 3 Absatz 2, in dem im Übrigen der Begriff «fremde Macht» demjenigen einer öffentlich-rechtlichen supranationalen oder internationalen Organisation» gegenübergestellt wird.

B.33.3. Daraus ist zu schlussfolgern, dass die angefochtene Bestimmung durch die Verwendung des Begriffs «fremde Macht» die fremden Staaten im Sinne dieses Begriffs im internationalen öffentlichen Recht betrifft, sodass dieser Begriff nicht undeutlich ist und seine Verwendung nicht zu irgendeiner diskriminierenden Verletzung der Rechte der Gläubiger führt.

B.34.1. Die Begriffe «föderiertes Teilgebiet», «Abspaltung» und «dezentralisierte Gebietskörperschaft» sind im internationalen öffentlichen Recht bekannt und führen ebenfalls nicht zu Verwirrung. Der Begriff «andere politische Gliederung» ermöglicht es, die subnationalen Teilgebiete zu erfassen, die durch einen fremden Staat unter irgendeiner Bezeichnung geschaffen werden könnten und deren Güter andernfalls dem Schutz zu entgehen drohen würden.

B.34.2. Im Übrigen ist in Artikel 2 des vorerwähnten Übereinkommens der Vereinten Nationen vom 2. Dezember 2004 präzisiert, dass im Sinne dieses Übereinkommens der Ausdruck «Staat» insbesondere «Gliederstaaten eines Bundesstaates oder Gebietskörperschaften des Staates» bezeichnet. Der Begriff «politische Gliederung» ist folglich weder neu, noch unbekannt im internationalen öffentlichen Recht.

B.35. Schließlich kann das Ziel der Wahrung der guten diplomatischen und internationalen Beziehungen von Belgien einen Schutz nicht nur der Güter von Staaten rechtfertigen, sondern auch der Güter, die Teilgebieten, Gebietskörperschaften, Abspaltungen und politischen Gliederungen, aus denen diese Staaten bestehen, gehören, insofern eine Zwangsmaßnahme in Bezug auf diese Güter, auf die gleiche Weise wie eine gleichwertige Maßnahme, die in Bezug auf Güter ausgeführt wird, die direkt dem Staat gehören, zur Folge haben kann, die guten diplomatischen Beziehungen von Belgien zu dem betreffenden Staat zu beeinträchtigen.

B.36. Der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 und der vierte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373 sind unbegründet.

In Bezug auf den Behandlungsunterschied zwischen vertraglichen Gläubigern und außervertraglichen Gläubigern

B.37. Durch den dritten Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373 bittet die klagende Partei den Gerichtshof, den Behandlungsunterschied zu prüfen, der durch Artikel 1412*quinquies* § 2 des Gerichtsgesetzbuches zwischen den Gläubigern einer fremden Macht eingeführt werde, je nachdem, ob die von ihnen geltend gemachte Forderung sich aus einem Vertrag oder einer nichtvertraglichen Verpflichtung ergebe, insofern den ersten zwei in dieser Bestimmung erwähnten Fällen, in denen der Pfändungsrichter eine Vollstreckungsmaßnahme auf die Güter einer fremden Macht genehmige, leichter wenn nicht gar ausschließlich entsprochen werde bei einer Forderung, die sich aus einem vertraglichen Verhältnis zwischen der fremden Macht und ihrem Schuldner ergebe.

B.38.1. In der angefochtenen Bestimmung wird kein Behandlungsunterschied zwischen Gläubigern je nach dem vertraglichen oder außervertraglichen Ursprung ihrer Forderung vorgenommen. Alle Gläubiger von fremden Mächten sind mit den gleichen Immunitäten konfrontiert und sie verfügen über die gleichen Möglichkeiten, von diesen Immunitäten abzuweichen.

B.38.2. Es tritt zu, dass ein Gläubiger, der ein vertragliches Verhältnis mit seinem Schuldner hatte, bei den vorvertraglichen Verhandlungen darauf achten konnte, sich eine Möglichkeit der Abweichung von der Immunität in Bezug auf die Güter fremder Mächte vorzubehalten, indem er in dem Vertrag eine Klausel einfügen lässt, durch die die fremde Macht als Schuldner gewisse Güter für die Erfüllung der Forderung reserviert oder bestimmt hat, falls der Vertrag nicht ausgeführt würde.

B.38.3. Der Umstand, dass eine solche Möglichkeit nicht für einen Gläubiger besteht, dessen Forderung einen außervertraglichen Ursprung hat, führt jedoch nicht zu einer im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung stehenden Diskriminierung, da die angefochtene Bestimmung zwei andere Fälle für Abweichungen vom Grundsatz der Immunität in Bezug auf die Güter fremder Mächte enthält. So ist es *a priori* nicht ausgeschlossen, dass ein außervertraglicher Gläubiger beweisen kann, dass sein Schuldner ausdrücklich und unbeschadet der Nichtigkeitsklärung von Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches in dem in B.21 angegebenen Maße spezifisch der Pfändbarkeit gewisser, ihm gehörender Güter zugestimmt hat. Schließlich besteht die Möglichkeit zu beweisen, dass bestimmte Güter durch die fremde Macht insbesondere für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt werden beziehungsweise dazu bestimmt sind, für andere als nichtkommerzielle öffentliche Dienstleistungszwecke genutzt zu werden, auf identische Weise für vertragliche und außervertragliche Gläubiger.

B.39. Der dritte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6373 ist unbegründet.

In Bezug auf das Fehlen von Übergangsbestimmungen

B.40.1. Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die in B.3 zitierten Referenznormen in Verbindung mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit. Die klagende Partei bemängelt, dass der Gesetzgeber es unterlassen habe, das angefochtene Gesetz mit Übergangsbestimmungen zu verbinden, sodass es nicht nur für die Vollstreckung von Forderungen gelte, die nach seinem Inkrafttreten entstanden seien, sondern ebenfalls für die Vollstreckung von Forderungen, die vor seinem Inkrafttreten entstanden seien, und selbst für Pfändungsverfahren, die zum Zeitpunkt seines Inkrafttretens in der Schwebe gewesen seien.

B.40.2. Wie der Ministerrat bemerkt, kann aufgrund der Regeln bezüglich der zeitlichen Anwendung von Gesetzen die Gültigkeit der Pfändungen, die vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes ohne die vorherige Erlaubnis des Pfändungsrichters vorgenommen wurden, nicht aus diesem bloßen Grund in Frage gestellt werden. Ein Richter, der mit einem Einspruch gegen eine Pfändung vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes befasst wird, wendet auf diese Pfändung das Recht an, das zum Zeitpunkt der Pfändung gilt. Seit dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes kann hingegen keine Pfändung in Bezug auf Güter einer fremden Macht ohne vorherige Erlaubnis des Richters vorgenommen werden, der die durch Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches festgelegten Bedingungen bezüglich der Abweichungen vom Grundsatz der Unpfändbarkeit der Güter von fremden Mächten anwendet.

B.41.1. Wenn der Gesetzgeber der Auffassung ist, dass eine Änderung der Politik erforderlich ist, kann er beschließen, sie unverzüglich wirksam werden zu lassen, und er ist grundsätzlich nicht verpflichtet, eine Übergangsregelung vorzusehen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nur dann verstoßen, wenn das Fehlen einer Übergangsmaßnahme zu einem Behandlungsunterschied führt, der nicht vernünftig gerechtfertigt ist, oder wenn der Grundsatz des berechtigten Vertrauens auf übermäßige Weise verletzt wird. Der Grundsatz des berechtigten Vertrauens ist eng mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit verbunden, der es dem Gesetzgeber verbietet, ohne objektive und vernünftige Rechtfertigung das Interesse der Rechtsunterworfenen, in der Lage zu sein, die Rechtsfolgen ihrer Handlungen vorherzusehen, zu beeinträchtigen.

B.41.2. Aus der Prüfung der ersten drei Klagegründe in der Rechtssache Nr. 6372 und der ersten zwei Klagegründe in der Rechtssache Nr. 6373 geht hervor, dass der angefochtene Artikel 1412*quinquies* des Gerichtsgesetzbuches, vorbehaltlich seiner Nichtigkeitsklärung in dem in B.21 angegebenen Maße, bezüglich des Grundsatzes der Vollstreckungsimmunität der Güter von fremden Mächten und der Bedingungen, unter denen es möglich ist, davon abzuweichen, nicht von den Regeln abweicht, die allgemein im internationalen Gewohnheitsrecht angenommen werden, wobei diese Regeln bereits von den belgischen Gerichten vor dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes angewandt wurden. Diesbezüglich besteht der Behandlungsunterschied also nicht.

Im Übrigen ist, aus den in B.22 bis B.27 angeführten Gründen, die Verpflichtung, vor der Vollstreckung einer Zwangsmaßnahme in Bezug auf die Güter einer fremden Macht die Erlaubnis des Pfändungsrichters zu erhalten, hinsichtlich des rechtmäßigen Ziels des Gesetzgebers gerechtfertigt und beeinträchtigt sie nicht auf unverhältnismäßige Weise die Rechte der Gläubiger. Diese Verpflichtung kann im Übrigen einen Gläubiger nicht daran hindern, die Güter seines Schuldners zu pfänden, wenn er nachweisen kann, dass die Bedingungen einer der Abweichungsmöglichkeiten erfüllt sind.

B.41.3. Das Fehlen einer Übergangsbestimmung und das sofortige Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes verstoßen folglich nicht gegen das Recht auf Rechtssicherheit der betreffenden Gläubiger.

Der fünfte Klagegrund in der Rechtssache Nr. 6372 ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt die Wörter «und spezifisch» in Artikel 1412*quinquies* § 2 Nr. 1 des Gerichtsgesetzbuches, eingeführt durch Artikel 2 des Gesetzes vom 23. August 2015 «zur Einfügung eines Artikels 1412*quinquies* zur Regelung der Pfändung von Gütern einer fremden Macht oder einer öffentlich-rechtlichen supranationalen oder internationalen Organisation in das Gerichtsgesetzbuch», für nichtig, jedoch nur insofern er auf die Pfändung unterer Güter als derjenigen, einschließlich der Bankguthaben, die bei der Ausübung der Aufgaben der diplomatischen oder konsularischen Vertretungen der fremden Macht, ihrer Sonderaufträge, ihrer Aufträge bei internationalen Organisationen oder ihrer Beauftragungen in den Organen von internationalen Organisationen oder bei internationalen Konferenzen verwendet werden, angewandt wird;

- weist die Klagen im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 27. April 2017.

Der Kanzler,

F. Meersschant

Der Präsident,

J. Spreutels